

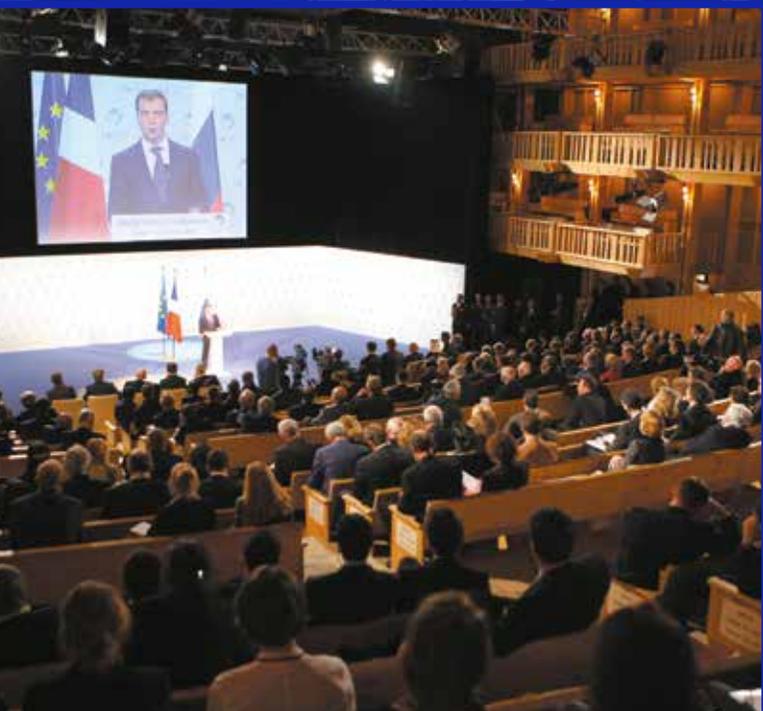
WORLD
POLICY
CONFERENCE



10
ans

**pour un monde
raisonnablement
ouvert**

www.worldpolicyconference.com



Sommaire

Notre mission	1
Histoire de la WPC	2
Messages des leaders mondiaux	4
Message du fondateur	6
WPC dans l'histoire	17
Un haut lieu de networking	37
Appréciations	38
Parmi les participants	40
Suivi de la conférence, Chiffres-clés	47
Suivi de la conférence	48
Chiffres-clés	50
Revue de presse	52
Parmi nos partenaires	54
Organisation	56

Notre mission

Fondée en 2008, la World Policy Conference (WPC) a pour mission de contribuer à promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère et plus juste. Cela suppose un effort permanent pour comprendre la réalité des forces en jeu et leurs interactions, et pour réfléchir à l'adaptation pacifique de l'organisation des rapports interétatiques à tous les niveaux, dans le respect de la culture et des intérêts fondamentaux de chaque nation.

La réunion annuelle de la WPC a une taille limitée, pour permettre aux participants de développer entre eux des liens durables. Elle rassemble des personnalités de haut niveau, originaires des cinq continents - dirigeants politiques et économiques, chercheurs et journalistes - dans l'esprit de tolérance seul propice à la recherche du bien commun. Au-delà des participants, cette réunion a pour but d'aider tous les publics concernés à une époque de bouleversements incessants.

Histoire de la WPC

2008

1^{re} édition

15-18 octobre

Evian - France

Déclaration conjointe des Présidents Medvedev et Sarkozy au lendemain de la crise géorgienne.



2

2010

3^e édition

15-18 octobre

Marrakech - Maroc

2011

4^e édition

9-11 décembre

Vienne - Autriche



2009

2^e édition

30 octobre - 1 novembre

Marrakech - Maroc

2013

6^e édition

20-22 novembre

Monaco - Monaco



2014

7^e édition

8-10 décembre

Séoul - Corée du Sud

Création de la Fondation WPC

2015

8^e édition

20-22 novembre

Montreux - Suisse

2012

5^e édition

7-10 décembre

Cannes - France

2016

9^e édition

20-22 novembre

Doha - Qatar

2017

10^e édition

3-5 novembre

Marrakech - Maroc

La WPC classée 3^e meilleure think tank conference au monde selon le classement de l'université de Pennsylvanie.



3

Messages des leaders mondiaux



Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien-fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide.

DMITRI MEDVEDEV Président de la Fédération de Russie (2008-2012)



Comment élaborer un processus coordonné et complémentaire de gouvernance mondiale face à une telle pléthore d'acteurs, d'intérêts, de visions et de pouvoirs ? Une chose est certaine : la bonne gouvernance mondiale ne se fera pas par un système d'obéissance et de commandement.

HEINZ FISCHER Président de la République d'Autriche (2004-2016)



L'Afrique ne saurait donc être en marge du Conseil de sécurité et de la Gouvernance mondiale. En effet, la sécurité et la paix internationales se jouent désormais, en grande partie sur le continent africain.

ALASSANE OUATTARA Président de la République de Côte d'Ivoire



La crise financière et ses conséquences sont encore un rappel évident de la nécessité de définir des systèmes de gouvernance plus démocratiques, bienveillants et efficaces.

KOFI ANNAN 7^e Secrétaire général des Nations Unies



Dans la plupart des pays européens, et en particulier ceux dont la situation économique et sociale est sous tension, les populistes sont devenus une force que nous ne pouvons ignorer. Ils proposent des solutions simples à des problèmes complexes.

MARTTI AHTISAARI 10^e Président de la République de Finlande, Prix Nobel de la Paix 2008



L'information traverse de plus en plus les frontières, souvent en temps réel. Elle nous révèle les attentes des peuples et parfois leurs hésitations sur le chemin de la démocratie. Elle nous révèle aussi que la démocratie ne se décrète pas mais s'édifie progressivement en fonction de l'histoire de chaque État.

PRINCE ALBERT II Prince Souverain de Monaco



L'absence d'une solution juste et globale de la question palestinienne fait peser une menace sur toutes les tentatives d'assurer et de consolider la stabilité et la sécurité dans la région du Moyen-Orient, voire dans le monde.

ABDULLAH BIN NASSER BIN KHALIFA AL-THANI Premier ministre, Qatar



Dans notre monde du XXI^e siècle, les crises ne sont plus l'exception mais la normalité. Il faut de la diplomatie au pouvoir, et avant tout de la diplomatie créative !

DIDIER BURKHALTER Conseiller fédéral, Chef du Département Fédéral des Affaires étrangères, Suisse



Aujourd'hui, l'ère d'une Afrique passive qui pâtit de son environnement complexe est dépassée. Une Afrique qui s'engage se substitue à une Afrique qui subit. À cet égard, les potentialités et les atouts du continent sont mieux exploités et appréhendés quand une croissance à forte intensité rejaillit sur l'ensemble de la population.

MOHAMMED VI Roi du Maroc

2008

2009

2010

2011

2012

2013

2014

2015

2016

2017



Ce malaise entre l'Europe et la Russie, s'il continuait de s'installer, aurait des conséquences graves, à la fois pour la stabilité et la prospérité de tout le continent européen et sur l'équilibre global du monde.

NICOLAS SARKOZY Président de la République française (2007-2012)



Nous avons eu le Printemps arabe, la crise de la dette souveraine en Europe, des tensions alarmantes entre l'Iran et d'autres pays, un regain des attaques terroristes en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, une famine tragique en Somalie et enfin, la contamination nucléaire au Japon. Tous ces facteurs pourraient potentiellement faire basculer le système international d'un état d'« équilibre imparfait » à un état de « parfait déséquilibre ». En conséquence, nous devons être extrêmement vigilants quant à la gouvernance mondiale de ces problèmes.

ABDULLAH GÜL Président de la République de Turquie (2007-2014)



Nous pensons que toute gouvernance se doit de prendre en considération la complexité du monde, en lui redonnant les outils nécessaires propres à la protection de son pluralisme.

BARTHOLOMÉE I^{er} de Constantinople Archevêque de Constantinople et Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique



La gouvernance mondiale est un sujet trop important pour être laissé entre les mains d'une seule organisation ou d'un seul groupe. C'est aux Nations unies – avec son universalité, son expérience et sa présence opérationnelle dans presque chaque pays du monde – que la gouvernance mondiale peut le mieux se concrétiser.

BAN KI-MOON 8^e Secrétaire général des Nations Unies



Une économie hésitante peut même ébranler notre foi dans les valeurs universelles de l'humanité comme la démocratie, les droits de l'homme et l'économie de marché. C'est dans les périodes comme celle-ci que le monde doit au contraire rester le plus fidèle à ses valeurs fondamentales et agir d'une même voix pour relever les défis qui se posent.

PARK GEUN-HYE Présidente de la République de Corée (2013-2017)



Aux prophètes de malheur, à ceux qui ne croient qu'à la force, la France oppose une autre conviction, qu'elle porte sans relâche : il n'y a pas de fatalité au Moyen-Orient. La guerre n'est pas inéluctable, pas plus que l'instrumentalisation des conflits par ceux qui voudraient faire de cette région le terrain de leurs rivalités.

JEAN-MARC AYRAULT Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France (2016-2017)



Je propose une solution où le concept essentiel est l'inclusion, plus de dialogue et un plus grand sens du destin commun.

AHMET DAVUTOGLU Premier ministre, Turquie (2009-2014)



Le défi du développement. Le défi de l'éducation et de la santé. Le défi du climat. Pour tous ces défis de long terme, nous devons prêter attention aux outils qui sont les nôtres, aux règles et aux institutions qui nous permettent de repousser la faim, la maladie, l'ignorance et la guerre. Le multilatéralisme est un bien précieux, aujourd'hui menacé, et je compte sur chacun d'entre vous pour défendre ce bien public mondial.

EMMANUEL MACRON Président de la République française



6

Thierry de Montbrial

Fondateur et président

Message du fondateur

Dix ans après

La World Policy Conference (WPC) a célébré son dixième anniversaire, les 3-5 novembre 2017 à Marrakech. Depuis sa première édition en octobre 2008 à Evian, elle est restée fidèle à sa mission : contribuer à promouvoir un monde raisonnablement ouvert, prospère et juste. J'utilise désormais l'adverbe *raisonnablement* pour souligner que notre ambition n'est pas d'ordre idéologique. Œuvrer pour l'amélioration de la gouvernance mondiale ne consiste pas à proclamer des idées générales relatives à un monde imaginaire ou à élaborer ex-nihilo une usine de fabrication des décisions, détachée des réalités politiques du moment. Dans les circonstances internationales du début du XXI^e siècle, la maîtrise de l'interdépendance ne peut résulter que d'une volonté partagée pour une coopération renforcée entre les États. Pareille coopération doit s'appuyer sur les acteurs pertinents des sociétés civiles. Trois ans après la conférence d'Evian, j'ai rédigé un texte intitulé « Les fondements de la WPC » en introduction d'un compendium relatif au début de notre expérience. Je n'ai rien à y changer dans les

principes, aussi est-il reproduit intégralement ci-après. Ce qui a changé, c'est que l'environnement international n'a cessé de se dégrader, car la « communauté internationale », ou plutôt la société interétatique, n'a pas été capable de s'adapter comme elle aurait dû à la non-linéarité du monde, cause d'« effets papillons » de toutes sortes.

Alors que les États devraient élargir leur conception de l'intérêt national, pour y inclure explicitement la nécessité de coopérer durablement entre eux de façon à maintenir la stabilité structurelle à tous les niveaux, on assiste au contraire chez certains des plus importants à la tentation inverse, qui est de se rétracter en adoptant une conception étroite et à courte vue de l'intérêt national. C'est le cas des États-Unis. On aurait à mon avis tort de n'y voir qu'un accident dû à l'élection de Donald Trump en 2016, même si l'acharnement avec lequel le 45^e président s'emploie à détruire le multilatéralisme (notamment dans le domaine commercial) reflète un trait propre à sa personnalité. Or les États-Unis resteront encore pour de nombreuses années la première puissance mondiale. En choisissant de parvenir au plus vite à leurs fins immédiates par le jeu brutal des rapports de force, ils poussent leurs adversaires, mais aussi ceux qui se croyaient leurs alliés, à envisager autrement leur avenir et augmentent le risque d'accidents à court terme, comme dans l'entre-deux-guerres. Il s'agit là d'une situation extrêmement préoccupante, qui doit retenir toute l'attention de la WPC et de ceux qui peuvent exercer une influence sur l'appareil décisionnel américain.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à se rétracter. Ainsi la montée des populismes en Europe met-elle en danger l'Union européenne elle-même. L'aspect économique de la question est critique, avec ce dilemme : la viabilité à long terme de la zone euro suppose le respect de disciplines dont les effets à court terme favorisent le populisme ; et en même temps le démantèlement de cette zone signifierait la fin du processus de construction européenne, donc la balkanisation du continent, lequel se réduirait au mieux à un enjeu dans la compéti-

tion sino-américaine, avec le risque d'un clivage géopolitique entre le nord et le sud de l'Europe. Or le destin de ce continent concerne le monde entier, à commencer me semble-t-il par le Moyen-Orient et l'Afrique, auxquels il est intimement lié par la géographie et par l'histoire. La construction européenne et ses relations notamment avec l'Afrique seront de plus en plus un sujet majeur pour la WPC, particulièrement dans la phase critique que nous traversons actuellement. Mais, indépendamment même du terrorisme islamiste qui est un sujet en soi, le populisme européen se nourrit encore plus immédiatement des flux migratoires incontrôlés, en conséquence des guerres et des désastres économiques en Afrique et surtout au Moyen-Orient. Apparaît là en pleine lumière le dilemme de la morale et de la politique, sans même parler du droit international. La morale implique d'ouvrir les bras aux malheureux, la politique d'apprécier correctement toutes les conséquences différenciées des décisions que l'on prend. Or, comment ignorer que la montée des populismes continuera en Europe tant qu'on affectera de préférer l'éthique de conviction à l'éthique de responsabilité ? Je parle d'affectation, car en effet je vois dans les postures davantage d'hypocrisie que de conviction, et d'impuissance que de volonté. Ce qui soulève un autre problème, encore plus redoutable : celui de la capacité des démocraties libérales à concevoir et à mener sur la longue durée des politiques étrangères cohérentes et appropriées – notamment à l'égard du Moyen-Orient et de l'Afrique – et à ne pas mélanger au jour le jour les émotions du dedans et les affaires du dehors. Le fait est que les difficultés actuelles au Moyen-Orient ou en Afrique sont en grande partie les conséquences d'une accumulation d'erreurs politiques commises par les Occidentaux. Cela ne veut évidemment pas dire qu'ils portent seuls la responsabilité des désastres contemporains : nul ne peut jamais imputer à d'autres la totalité de ses déboires. D'où, par exemple, l'importance de la question d'une bonne gouvernance dans les États africains.

Raisonnement ainsi est une manière de montrer l'extrême complexité du problème de la gouvernance mondiale, irréductible,

7

je le répète, à un jeu de meccano institutionnel ou à une énumération de sentences morales. Il est essentiel de renforcer l'efficacité des institutions (celles de l'Union européenne par exemple) et leur capacité de prendre de bonnes décisions, ou encore d'approfondir le droit international et son effectivité. Mais on n'a rien dit tant qu'on n'a pas traité les questions fondamentales sous-jacentes. La WPC n'entend pas s'esquiver devant cet obstacle. C'est pourquoi elle ne veut pas se limiter à la « tuyauterie institutionnelle » et cherche à favoriser la voix de tous ceux qui adhèrent à sa mission, tout particulièrement en provenance de puissances moyennes ou même petites mais qui de par leur autorité personnelle peuvent apporter une contribution positive à son renforcement.

Un siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est clair qu'au niveau planétaire dans son ensemble, l'avenir des relations internationales, et donc la question de la gouvernance mondiale, seront dominées par la concurrence entre les États-Unis et la Chine. Pour certains (Graham Allison, qui parle du « piège de Thucydide »), une confrontation directe entre les deux superpuissances du XXI^e siècle est probable. Pour d'autres (Joseph Nye), le piège le plus immédiat est celui de la décomposition de l'esprit de coopération internationale, comme dans l'entre-deux-guerres. Aujourd'hui, les États-Unis, dont la tendance naturelle à l'introversivité s'est nettement accentuée, n'ont plus de « grande stratégie », si ce n'est de constamment renforcer leur supériorité militaire et technologique, et de faire de leur domination du système des paiements internationaux une arme politique (problématique des sanctions unilatérales). Quant à la Chine, à l'intérieur plus autoritaire que jamais depuis Mao Zedong, sa « grande stratégie » – conçue dans une perspective à très long terme – vise à acquérir toutes les formes de la puissance, à dominer son environnement immédiat, à s'assurer l'accès aux ressources dont elle a besoin, à renforcer son influence à l'échelle planétaire. S'il faut avancer un horizon temporel pour la mesure de sa réussite, 2049 est la date qui s'impose, soit un siècle après l'instauration de la dynastie communiste. Dans

trente ans. À plus court terme, la Chine a intérêt au maintien du multilatéralisme, quitte à s'efforcer d'en modifier les règles en sa faveur.

Mais la planète ne se réduit pas aux États-Unis et à la Chine. Les autres puissances ne restent pas inertes face à ce couple rival mais aussi interdépendant, dont les relations tant économiques que politiques retentissent sur l'ensemble du système international. En Asie, le Japon, les deux Corées, l'Inde et bien d'autres se positionnent. Les mécanismes classiques de la *balance of power* sont en mouvement. La malheureuse mini-guerre froide entre les Occidentaux et la Russie a poussé cette dernière vers la Chine, laquelle attire également de plus en plus l'Iran en raison des nouvelles alliances au Moyen-Orient. Il faudrait aussi, entre autres, parler des déplacements d'équilibre à la périphérie du système international, essentiellement en Amérique latine. Mon but ici n'est pas de broser un tableau du *monde actuel*¹, mais de rappeler que toute réflexion significative sur la gouvernance mondiale exige une compréhension approfondie des rapports de puissance. La WPC ne l'ignore pas. Il faut aussi analyser les forces et les faiblesses de chaque État, et porter attention à la diversité des régimes politiques nationaux. Cette diversité exprime l'hétérogénéité naturelle du monde. Les Occidentaux ne manquent pas d'arguments idéologiques en faveur du concept de démocratie libérale. Mais dans la réalité, les performances des diverses réalisations concrètes de la démocratie libérale, qu'il s'agisse de l'économie, des inégalités, de la sécurité intérieure ou de la politique étrangère, ne justifient pas qu'on les considère comme des incarnations du Bien ou qu'on prétende imposer leurs normes aux autres. Le maintien d'un monde raisonnablement ouvert suppose la retenue idéologique des uns vis-à-vis des autres dans le cadre de règles acceptées en commun. Encore faut-il que ces règles existent et que les gouvernements veuillent les respecter. Or, rien de cela ne va de soi. On le voit bien à l'intérieur même de ce laboratoire politique original qu'est l'Union européenne, s'agissant par exemple de la Pologne ou de la Hongrie.

Près de trente ans après la chute de l'Union soviétique, on réalise de plus en plus nettement l'immensité de la tâche. Le maintien d'un monde raisonnablement ouvert est tout sauf naturel, alors que les vagues d'innovations technologiques continuent de déferler. Elles tendent à imposer des logiques territoriales et parfois mentales dépourvues de frontières, pour le meilleur ou pour le pire. Je ne me prétends pas mieux placé qu'un autre pour prédire l'avenir. Mais je ne crois pas me tromper en disant que les logiques nationalistes ou populistes sont devenues aujourd'hui tellement fortes que le monde dans son ensemble risque de faire les frais de tant de contradictions. La mission que la WPC s'est fixée est devenue un devoir pour celles et ceux qui l'incarnent.

Au cours de sa première décennie, la WPC s'est réunie trois fois à Marrakech, et c'est au Maroc qu'elle a fêté sa dixième édition. Ce pays appartient au continent africain et s'y montre actif, tout en s'affirmant clairement dans les quatre directions, nord-sud et ouest-est. La présence de la WPC au Maroc rappelle que la géopolitique de *la paix*² ne doit plus être pensée dans des cadres directement issus de la guerre froide, comme il en subsiste tant. Que le cadre soit important, ma fréquentation des principaux clubs et forums internationaux, tous marqués par leur histoire, m'en a convaincu depuis longtemps. Si la première partie de la vie de la WPC est généralement considérée comme un succès, c'est aussi parce que le Maroc a compris notre intention et, en nous accueillant, l'a faite sienne.

Thierry de Montbrial

Fondateur et président

17 juin 2018

1. Thierry de Montbrial, *Vivre le temps des troubles*, Paris, Albin Michel, 2017

2. Thierry de Montbrial, « L'action et le système du monde » in *La Pensée et l'Action*, Bucarest, Academia Româna, 2015 (<https://www.ifri.org/fr/publications/publications-ifri/ouvrages-ifri/pensee-laction#sthash.klP7Dp4B.dpbs>).



Les fondements de la WPC

La World Policy Conference (WPC) a été lancée à la fin de l'année 2007 autour de trois idées simples et complémentaires.

La première concerne la nature de la mondialisation. Ce phénomène, dont les racines s'identifient à la révolution des technologies de l'information et de la communication, se traduit par un changement de nature et non pas seulement de degré dans l'interdépendance. Ainsi, aujourd'hui, tout choc politique, économique ou environnemental dans une région quelconque risque-t-il d'avoir des répercussions de nature ou d'ampleur imprévisible, dans n'importe quelle autre région de la planète. Ce fut déjà le cas à la fin du siècle dernier avec la crise financière thaïlandaise, qui a en quelque sorte préfiguré le dérapage majeur de 2007-2008, provoqué par la crise des subprimes. Il s'en est fallu de peu que celle-ci ne plonge le monde dans une dépression qui aurait pu être encore plus catastrophique que celle des années 1930. Au moment où j'écris ces lignes, les leçons sont d'ailleurs loin d'être toutes tirées. Les principales puissances économiques de la planète

continuent de rechigner devant toute perte de souveraineté en matière de politique économique.

Dans l'ordre politique, l'enchaînement des événements qui affectent le monde arabe depuis le début de l'année 2011 illustre bien la transformation qualitative de l'interdépendance mondiale. Ce n'est certes pas la première fois que se produit un « printemps des peuples ». L'exemple des révolutions européennes de 1830 ou surtout de 1848 vient immédiatement à l'esprit. La France est à l'époque le foyer d'où se propage l'onde révolutionnaire. En juillet 1830, le peuple de Paris s'insurge contre les ordonnances réactionnaires du roi Charles X qui portent atteinte aux libertés, notamment à celle de la presse. Cette révolte est le signal d'une vague de contestation qui touchera toute l'Europe mais aura peu de conséquences. En 1848, la France est encore l'épicentre d'un séisme européen. La presse, comme Facebook aujourd'hui, est l'un des moteurs de ce nouveau mouvement, né sur un terreau de crise économique et sociale et d'aspirations démocratiques. L'insurrection parisienne de février provoque la chute du « roi-citoyen » au bénéfice de la République et se propage rapidement. Aspirations au libre exercice de la souveraineté, misère populaire, existence d'une élite bourgeoise possédant un fond culturel commun, qui s'informe et communique toujours davantage et de plus en plus rapidement, tels sont les ingrédients des pulsions révolutionnaires de 1830 et de 1848, dont les événements de la fin de l'année 2010 et du début 2011 rappellent certaines caractéristiques.

Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur du retentissement de cette nouvelle expérience historique, bien au-delà de son aire culturelle ou civilisationnelle. Plus aucun État autoritaire ne peut se sentir complètement à l'abri d'une contagion révolutionnaire. Du coup, le système international dans son ensemble est structurellement instable, avec des possibilités de glissement dans les meilleures ou les pires des directions. Quelles

que puissent être ses justifications, l'invocation du principe de la souveraineté nationale devient un rempart fragile. Qu'un choc survenant dans un pays comme la Tunisie puisse finalement avoir un impact significatif dans n'importe quel autre continent est désormais concevable. Dans le bouillonnement qui agite actuellement le continent africain, deux faits porteurs d'avenir retiennent particulièrement l'attention. Le premier concerne la Côte d'Ivoire. Pour la première fois dans son histoire, le Conseil de sécurité des Nations unies a pris position – le 8 décembre 2010 – sur le résultat des élections présidentielles d'un État membre de l'ONU. Pareille décision aurait été dépourvue de légitimité sans le soutien des États africains. Il aura fallu quatre mois dramatiques pour que Laurent Gbagbo soit chassé du palais présidentiel d'Abidjan, au profit d'Alasane Ouattara, le chef d'État reconnu par la « communauté internationale ». Deuxième fait significatif : la résolution 1973 du 17 mars 2011 sur la Libye et la mise en œuvre dans ce cas particulier du devoir de protéger les populations civiles, énoncé pour la première fois par la Déclaration du millénaire (soixantième anniversaire de l'ONU) en 2005. Ce principe promeut une forme d'ingérence dans la mesure où il interdit aux gouvernants de faire la guerre à une partie de leur population pour garder le pouvoir. Des actes qui y contreviendraient seraient susceptibles de justifier l'intervention de la « communauté internationale ». Parallèlement, la justice pénale internationale gagne en légitimité. D'ores et déjà, plus aucun chef d'État ou ancien chef d'État ne peut désormais se sentir totalement à l'abri de poursuites pour des crimes humanitaires qu'il aurait commis. En contrepartie, si l'on peut dire, il deviendra de plus en plus difficile d'obtenir le départ d'un dirigeant criminel en échange de son immunité. Laurent Gbagbo a été, péniblement, délogé à Abidjan sous la pression de la France. Mais ce sont les conséquences ultimes des opérations menées pour contrer les forces du colonel Kadhafi en Libye qui pèseront lourdement, dans l'avenir, pour l'interprétation et la mise en œuvre

au cas par cas de ce droit d'ingérence naissant. Quoi qu'il en soit, au fil du temps, la distinction entre affaires intérieures et affaires extérieures sera de moins en moins radicale et, à moins d'imaginer une nouvelle forme de division du monde et de guerre froide, cette tendance de long terme semble irréversible.

La transformation qualitative de l'interdépendance ne se manifeste pas seulement dans les affaires économiques et politiques. Le drame qui s'est abattu sur le Japon en mars 2011 aura des conséquences durables à l'échelle planétaire, au-delà de ses effets macro-économiques. Cela est évident s'agissant de l'avenir de la filière nucléaire et plus généralement des politiques énergétiques dans le monde entier. Ce qui l'est moins, c'est l'impact de la catastrophe japonaise sur la division internationale du travail. Les choix des entreprises pour la localisation de leurs activités ou de leurs sous-traitants (outsourcing) devront désormais tenir compte de risques précédemment sous-estimés ou ignorés. À tout cela il convient d'ajouter que le changement climatique en cours se manifeste par l'intensification de phénomènes extrêmes qui augmentent le nombre et l'ampleur des aléas majeurs. De façon synthétique, on est ainsi conduit à affirmer que la nouvelle interdépendance planétaire est marquée par le phénomène de la non-linéarité, c'est-à-dire de la non-proportionnalité des causes et des effets à l'échelle globale. Identifiée au début du xxe siècle par le mathématicien français Henri Poincaré et popularisée au début des années 1960 – après les travaux du météorologue Edward Lorenz – sous l'appellation racoleuse d'effet papillon, la non-linéarité est à la base de nombreux phénomènes naturels comme les tremblements de terre. D'une manière générale, la science de la complexité s'intéresse à ce qu'il y a de commun entre les interdépendances non linéaires de toute nature. Force est de reconnaître que le champ des relations internationales en fait désormais partie,

ce qui pose de redoutables problèmes de gouvernance à la « communauté internationale », puisque tout retard de la réaction collective face à un choc risque d'en amplifier dramatiquement les conséquences. Or, il est toujours difficile de réagir immédiatement à une discontinuité majeure, même lorsque la possibilité en avait été envisagée et que l'on s'y était préparé. Sur le plan sémantique, on notera que le mot gouvernance s'est imposé en réaction au rêve d'un gouvernement mondial – à la possibilité duquel certains intellectuels croyaient encore en 1945 – ou au mirage de la paix perpétuelle, dans la tradition de l'abbé de Saint-Pierre ou d'Emmanuel Kant.

La deuxième idée à la base de la WPC est que les relations internationales restent centrées sur les relations entre les États. En 2007, il m'apparaissait déjà clairement que l'idéologie mondialiste postulant l'abolition des frontières et la dissolution de la chose publique avait vécu. Le monde reste structuré autour des unités politiques de base que sont les États. Du point de vue juridique, les États sont caractérisés par un territoire, une population et un gouvernement. Plus fondamentalement, un État durable repose sur un peuple, unifié par une culture commune et organisé autour d'institutions dont le rôle est de définir et de mettre en œuvre les biens publics, et d'une manière générale de traduire la réalité collective en actions dirigées vers l'extérieur comme vers l'intérieur.

La notion de bien public, qui a d'abord été précisée par les économistes, recouvre les biens non rivaux et non exclusifs. La non-rivalité signifie la possibilité pour les membres d'une unité politique de bénéficier simultanément d'un même bien. La non-exclusivité signifie qu'il est impossible d'empêcher un membre quelconque de la collectivité de jouir du bien en question autant que les autres – sauf par la contrainte ou par la violence, dont selon Max Weber l'État a légalement vocation à détenir le monopole et, s'il est un État de droit, la légitimité. Ces considérations peuvent paraître abstraites, mais elles

sont nécessaires pour asseoir tout discours sur des bases un tant soit peu précises. Par exemple, la sécurité nationale peut être considérée comme un bien public pour les ressortissants d'un État donné.

À la limite, le bien public « abstrait » dont dérivent les biens publics « concrets » est l'unité politique elle-même, en ce qu'elle vise à persévérer dans son être. Le point important est de comprendre que tout bien public est indissociable de l'unité politique à laquelle il se réfère, et de sa gouvernance. C'est pourquoi, en toute rigueur, il n'est guère encore possible de parler de bien public mondial. Et pourtant, comme je l'ai rappelé ci-dessus, la mondialisation se traduit par un approfondissement majeur des effets externes ou externalité entre les différentes unités politiques, c'est-à-dire que tout État peut être affecté de manière essentielle par les actions ou événements intérieurs aux autres États. Si dans certains domaines comme l'énergie, le climat, la santé, ou plus généralement la sécurité, cette interdépendance générale en vient à dominer les réalités purement intérieures, on pourra parler métaphoriquement de bien commun de l'humanité ou encore de biens publics mondiaux. Peut-être approchons-nous de ce stade.

En termes opérationnels on est ainsi ramené à la notion de gouvernance mondiale. C'est là que le bât blesse. Qu'il s'agisse de guerre et de paix, d'économie et de finance, ou encore de la satisfaction des besoins humains fondamentaux comme l'énergie, la nourriture et l'eau, il n'existe pas de gouvernement ni de leader mondial, mais les États seront conduits inéluctablement à coopérer de façon de plus en plus approfondie pour augmenter les externalités positives, réduire les externalités négatives, en bref pour progresser dans le sens du bien commun de l'humanité. Dans la plupart des domaines, les mécanismes de la co-opération sont encore balbutiants.

C'est le cas pour le climat, mais comment ne pas s'interroger aussi, typiquement, sur l'efficacité et même sur la légitimité

du G20, activé au niveau des chefs d'État et de gouvernement à l'automne 2008 en réponse à la dégradation de la crise financière ?

À mesure que l'on approfondira la gouvernance mondiale, se produira à l'échelle planétaire un brassage des unités politiques à l'instar du phénomène en cours au sein de l'Union européenne. Cette dernière apparaît comme un nouveau type d'unité politique en voie de formation, marqué par l'ouverture économique et la recherche de solutions pacifiques aux conflits, dans le cadre d'un partage croissant des souverainetés, partage non pas imposé comme dans le système des empires, mais accepté contractuellement et de façon de plus en plus difficilement réversible.

Même à l'échelle européenne, cette évolution ne va pas sans douleurs, sans opposition ni sans reculs temporaires. A fortiori, à l'échelle mondiale, un partage de souverainetés ne pourra-t-il que prendre beaucoup de temps et sera-t-il soumis à bien des avatars. Mais le partage est la conséquence inéluctable de la mondialisation. Sans un partage consenti des souverainetés et sans mécanismes de solidarité – car l'un entraîne l'autre –, le type d'interdépendance engendré par la mondialisation risque en effet de conduire à des catastrophes en raison du phénomène de non-linéarité précédemment évoqué. De ce point de vue, la crise économique et financière des dernières années sonne comme un avertissement. Cela dit, le partage consenti de la souveraineté soulève d'immenses difficultés pour l'adaptation des institutions politiques. D'une part, l'organisation de la coopération internationale ne peut pas attendre l'homogénéisation des systèmes politiques et des modes de gouvernance nationaux. De ce point de vue, la viabilité de la gouvernance mondiale suppose l'adhésion des principaux États qui composent le système international à des principes éthiques fondamentaux, comme les droits de l'homme, et en définitive à l'avènement progressif d'un droit international

public « dur », comme cela commence déjà à être le cas dans le domaine commercial. D'autre part, se pose à l'intérieur des pays démocratiques la question de l'adaptation de leurs institutions pour assurer la légitimité des nouveaux modes de gouvernance.

Pour une part croissante de leur activité, les gouvernements nationaux ont vocation à être les représentants des États dans des instances décisionnelles interétatiques. Or, aux États-Unis ou dans les démocraties européennes, par exemple, les citoyens prétendent toujours élire des gens qui les dirigent effectivement et ne sont pas seulement des délégués au sein d'instances sur lesquelles ils n'exercent aucun contrôle direct. Le hiatus ne peut que croître. Dans ces conditions, chacun peut voir que nous sommes engagés dans une course contre la montre. La reconfiguration des modalités nationales et internationales de la gouvernance est par nature un phénomène lent et sujet à des à-coups. Nous risquons donc de vivre durablement sous l'épée de Damoclès de déstabilisations majeures provoquées par des événements difficilement prévisibles, voire imprévisibles, auxquelles la « communauté internationale » ne serait pas capable de répondre correctement. Il y a là une différence radicale avec le temps de la guerre froide.

J'en viens à la troisième idée : la construction du nouveau système international – ou plutôt de sa gouvernance – n'est pas seulement l'affaire des États, ou a fortiori des plus puissants d'entre eux, même si les États sont encore les principales unités politiques de ce système, et même s'il est évident que la distribution de la puissance collective reste par essence un facteur déterminant dans l'action.

Premièrement, comme on l'a vu précédemment, les États doivent impérativement se réformer pour participer constructivement à la gouvernance mondiale, et cela suppose une révolution dans les mentalités. À l'intérieur de chaque État, des unités actives doivent donc s'employer à faire évoluer les es-

prits. Cette remarque vaut en fait pour toutes les autres pièces du puzzle de la gouvernance, et je la fais donc une fois pour toutes.

Il y a là, à l'évidence, une mission particulière pour les ONG et pour les think tanks. Deuxièmement, on doit comme toujours faire face au dilemme efficacité / légitimité. Une instance de décision efficace doit comporter un nombre limité de membres. Pour être légitimes, ces membres doivent démontrer leur capacité et leur volonté de consacrer des ressources à un bien qui les dépasse, et pour cela prendre en compte les intérêts de l'ensemble des parties concernées, lesquelles doivent donc pouvoir faire entendre leur voix. En pratique, c'est souvent à travers certaines personnalités ou organisations que les « petits pays » peuvent exercer une influence au niveau international. Troisièmement, même s'il est vrai que les États restent et demeureront encore longtemps les principales unités politiques légitimes, elles ne sont pas les seules. Si la mondialisation n'est pas interrompue par un accident qui ne pourrait qu'être dramatique, nombre d'institutions internationales ont vocation à jouer un rôle croissant : institutions mondiales (à commencer par l'ONU, clef de voûte pour le droit international public) ou régionales (Union africaine, Ligue arabe...) ; générales (comme celles qui viennent d'être citées) ou spécialisées (FMI, Banque mondiale, Agence internationale de l'énergie, Organisation mondiale de la santé, etc.).

Ces institutions doivent elles aussi s'adapter en permanence, à commencer par l'ONU, conçue en 1945 dans un contexte spécifique à son époque. J'ai par ailleurs déjà évoqué l'Union européenne, qui n'est pas une institution internationale comme les autres dans la mesure où – en fait autant qu'en droit – elle apparaît comme un nouveau type d'unité politique, en devenir. Cette unité est une sorte de laboratoire politique pertinent pour le monde dans son ensemble et implique nombre d'acteurs susceptibles d'apporter leur contribution à la

mise en place d'une meilleure gouvernance mondiale. Quatrièmement, dans la plupart des cas, les instances publiques de décision doivent travailler en amont avec les principales unités actives concernées par leurs décisions. Par exemple, on peut voir dans la crise financière de 2007-2008 la faillite des autorités de régulation, notamment aux États-Unis. Cette faillite est elle-même la conséquence de l'idéologie dominante des deux décennies précédentes, marquée par une foi aveugle dans l'« intelligence des marchés ». Pour autant, le retour des États et donc du politique ne doit pas se traduire par l'imposition de mesures arbitraires, dans quelque domaine que ce soit. Ainsi, en matière bancaire, l'obligation d'un plancher de fonds propres plus élevés qu'avant la crise paraît nécessaire, mais aller trop loin pourrait avoir pour conséquence indésirable de freiner le financement de l'économie et donc la croissance. Dans le cas d'espèce, les autorités publiques doivent donc se concerter avec les institutions financières pour définir une politique pertinente. Même remarque en matière d'assurances. Dans le domaine industriel, qu'il s'agisse typiquement d'énergie ou d'environnement, la concertation entre les autorités publiques et les professionnels concernés s'impose de la même façon, comme aussi en matière de santé, etc.

Un État, et plus généralement une unité politique, se compose à tout moment d'un ensemble de personnes physiques et d'institutions, immergées dans une culture qui contribue à les façonner et qu'à l'inverse elles modifient graduellement.

Or la mondialisation met les unités politiques en contact permanent et étroit les unes avec les autres et entraîne un gigantesque brassage d'individus et d'institutions de toutes nationalités, tout cela à un degré sans précédent dans l'histoire de l'Humanité. En conséquence, cultures et civilisations s'influencent les unes les autres comme jamais dans le passé. Qu'il suffise de mentionner, à cet égard, la pénétration des religions et spiritualités asiatiques dans l'aire occidentale. Certains se

lamentent et redoutent les pertes d'identité, trop souvent conçue de manière statique. D'autres soulignent au contraire l'enrichissement mutuel et les bénéfices de l'accroissement des échanges au-delà de la sphère matérielle. Ces considérations nous ramènent à la question des biens publics mondiaux. D'un côté, on doit admettre que, aussi rapide qu'il se produise, le brassage de la mondialisation ne se traduira pas avant longtemps par l'émergence d'une unité politique mondiale. Comme je l'ai déjà dit, l'Union européenne elle-même est encore loin de constituer une unité politique avec des contours suffisamment achevés. D'un autre côté, et bien que la notion de bien public dérive de celle d'unité politique, on peut être tenté de mettre la charrue devant les bœufs et de décréter qu'il existe effectivement des biens publics mondiaux. Au-delà de l'exemple du climat qui s'impose à l'esprit on pourrait par exemple réfléchir de façon opératoire à la prévention des cataclysmes naturels et à l'organisation des secours lorsqu'ils se produisent.

Si l'on parvenait à identifier correctement quelques biens publics mondiaux et à les faire reconnaître comme tels par les opinions publiques (je dis bien les opinions publiques et non pas « l'opinion publique mondiale »), en passant si l'on peut dire au dessus des gouvernements, on en viendrait à inverser le schéma : l'unité politique monde se construirait alors à partir des biens publics mondiaux. En termes plus modestes, on pourrait enfin parler sérieusement d'une « communauté internationale ». On en n'est certes pas encore là. Tant s'en faut. Mais comme il s'agit en définitive de l'avenir de l'Humanité, on doit se montrer attentif à toute initiative à la base (bottom up) susceptible de contribuer à ce noble objectif. L'expérience montre d'ailleurs que les organisations publiques de toute nature parviennent rarement à se réformer à partir du sommet (top down), sans l'aiguillon de la base et/ou les contraintes exercées par l'environnement. Si l'on parvenait à identifier cor-

rectement quelques biens publics mondiaux et à les faire reconnaître comme tels par les opinions publiques (je dis bien les opinions publiques et non pas « l'opinion publique mondiale »), en passant si l'on peut dire au dessus des gouvernements, on en viendrait à inverser le schéma : l'unité politique monde se construirait alors à partir des biens publics mondiaux. En termes plus modestes, on pourrait enfin parler sérieusement d'une « communauté internationale ». On en n'est certes pas encore là. Tant s'en faut. Mais comme il s'agit en définitive de l'avenir de l'Humanité, on doit se montrer attentif à toute initiative à la base (bottom up) susceptible de contribuer à ce noble objectif. L'expérience montre d'ailleurs que les organisations publiques de toute nature parviennent rarement à se réformer à partir du sommet (top down), sans l'aiguillon de la base et/ou les contraintes exercées par l'environnement.

Telles sont donc les idées qui m'ont conduit, en 2007, à créer la World Policy conference (WPC). J'ai en effet pris conscience que, dans le vaste paysage des conférences internationales, aucune ne s'était spécifiquement donné pour mission de faire progresser sur tous les fronts la gouvernance mondiale, en associant les États et les autres parties prenantes à la fois désireux et capables d'y contribuer constructivement. À quoi il convient d'ajouter que dans l'ordre des initiatives privées, celles de ces conférences qui s'intéressent le plus à la gouvernance mondiale sont ancrées dans l'aire culturelle anglo-saxonne.

Parce qu'elle est d'origine européenne et plus spécifiquement française, la WPC procède d'un point de vue non pas étranger mais différent. Les principes de la WPC peuvent être résumés comme suit :

– Le monde, dans ses aspects politiques, économiques ou environnementaux, est un système complexe qui a besoin pour ne pas diverger d'une gouvernance à la fois souple et forte. Les

modalités de cette gouvernance doivent être élaborées de façon à permettre de s'adapter rapidement à la variabilité de circonstances en partie imprévisibles.

– Les États, en tant qu'unités politiques principales, ont collectivement la responsabilité d'orienter le « système du monde », avec à leurs côtés des organisations internationales globales ou régionales, à vocation générale ou spécialisée. L'architecture d'ensemble doit être constamment adaptée, à la recherche d'un meilleur compromis entre les objectifs partiellement contradictoires d'efficacité et de légitimité. Une bonne gouvernance suppose que les États les plus puissants consacrent une partie de leurs ressources au bien commun de la planète, et en particulier que leur poids n'étouffe pas les plus petits, dont la voix doit par conséquent être entendue. Une dimension immédiate du bien commun est la solidarité pour la prévention et la gestion des catastrophes naturelles. – La mondialisation a contribué à multiplier les acteurs non étatiques à dimension internationale (entreprises, organisations non gouvernementales, think tanks, etc.). Une bonne gouvernance doit favoriser leurs initiatives en vue du bien commun et permettre une coopération approfondie entre ces acteurs, les États et les organisations internationales, structurée en fonction des domaines concernés.

– L'Union européenne mérite une attention particulière en tant que laboratoire de fabrication d'un nouveau type d'unité politique fondé sur un partage contractuel de souveraineté entre les États membres, en vue de promouvoir leur prospérité et leur sécurité. L'expérience européenne est intéressante en elle-même, mais aussi parce qu'elle peut inspirer d'autres expériences régionales, et préfigurer ce que pourrait devenir la gouvernance mondiale à l'horizon d'un ou de deux siècles.

– Une bonne gouvernance mondiale n'implique pas l'homogénéisation totale des régimes politiques des États qui composent le système international et encore moins l'unifor-

misation des cultures. Elle suppose toutefois l'identification de valeurs universelles, réellement partagées par les membres de ce qu'il serait alors possible d'appeler la « communauté internationale », valeurs constituant le socle d'un droit international plus effectif.

Sur la base de ces principes, la WPC a pour ambition, dans la durée, d'apporter une contribution utile à la tâche littéralement vitale de l'amélioration de la gouvernance mondiale, sous tous ses aspects. La gouvernance mondiale forme un tout, c'est-à-dire que ses différentes composantes sont solidaires. C'est pourquoi nous avons pris le parti, plutôt que de consacrer chaque conférence à un aspect particulier, d'examiner à chaque fois la figure d'ensemble. Ce choix ne nous empêche pas de varier les éclairages et ne nous interdira nullement de prendre des initiatives plus spécifiques, thématiques ou régionales, le moment venu. Pour que la contribution de la WPC soit utile, nous voulons rapprocher dans un même esprit des dirigeants publics et privés au plus haut niveau, ainsi que des personnalités indépendantes connues pour leur compétence ou pour leur sagesse. Nous voulons tendre à ce que les différentes régions et cultures de la planète soient représentées, à ce que la voix des États moyens ou petits soit entendue quelle que soit la taille ou la « puissance » de ces pays. La conférence n'établit pas un fossé entre « intervenants » et « participants ». Les uns et les autres sont invités en fonction de leur capacité à contribuer activement au sujet de la gouvernance mondiale, dans l'esprit constructif et tolérant qui est le nôtre. Quelle que soit la taille ou la « puissance » de son pays ou de l'organisation à laquelle il appartient, chacun est invité à apporter ses idées et ses propositions. Parce qu'elle entend devenir un centre de débat majeur pour tout ce qui a trait à la gouvernance mondiale, la WPC est ouverte à la presse internationale et met en œuvre les moyens de son ambition en termes de communication numérique.

Pour toutes ces raisons, la WPC n'est pas simplement une conférence de plus dans un paysage déjà passablement encombré. Nous n'avons pas la naïveté de croire qu'il suffit de réunir de temps à autre des hommes et des femmes de bonne volonté pour résoudre la question fondamentale et difficile de l'adaptation de la gouvernance mondiale à un environnement aussi turbulent que celui du début du xxie siècle. Mais nous jugeons possible de tirer parti de l'expérience, de la réflexion et de l'énergie des meilleurs parmi les acteurs et les penseurs des différents aspects de la vie internationale – du moins de celles et ceux qui adhèrent à un socle minimal de valeurs humanistes – pour aider à construire effectivement un monde plus sûr. Car en définitive, c'est de la sécurité de l'Humanité qu'il s'agit. Et il n'y a pas de sécurité sans empathie, sans tolérance, sans justice. À ce niveau, morale, politique et économie sont en harmonie.

Thierry de Montbrial

Fondateur et président
Mai 2011

WPC dans l'histoire

La WPC vise à aider les décideurs à dessiner l'avenir du système mondial et à mettre les efforts de tous au service de l'intérêt général. Après le succès de ses dix premières éditions, la WPC est désormais un rendez-vous incontournable dans l'agenda de la gouvernance mondiale.





18

Le Monde, 9 octobre 2008

Invité vedette de la World Policy Conference (WPC), qui a réuni plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement au bord du lac Léman, M. Medvedev a été le premier à donner un gage, en annonçant le retrait « avant minuit » mercredi des forces russes des zones tampons en Géorgie.

The New York Times, October 9, 2008

In a speech on Monday to the World Policy Conference in Evian, France, the Russian President Dmitry A. Medvedev, called for a new global security framework that would challenge the United States' "determination to enforce its global dominance." He warned that American policy - in particular the expansion of NATO to Russia's borders and a planned missile defense system - was reviving the global divisions of the cold war. Russia, he said, is "absolutely not interested in confrontation."

Crise géorgienne



Les événements du Caucase n'ont fait que confirmer le bien-fondé absolu du concept d'un nouveau traité sur la sécurité européenne. Il nous donnerait la possibilité de construire un système de sécurité complet, intégré et solide. Ce système devrait être identique pour tous les États, en n'excluant personne et sans zones avec des niveaux de sécurité différents. Il devrait contribuer à consolider la zone euro-atlantique dans son ensemble sur la base de règles du jeu uniques et il devrait assurer, sous une forme précise et légalement contraignante, des garanties pour notre sécurité commune pendant de nombreuses années.

Dmitri Medvedev

Président de la Fédération de Russie
8 octobre 2008



Il y a eu une intervention militaire géorgienne qui a été une erreur. Mais la réaction de l'armée russe a été disproportionnée. Par ailleurs, je ne crois pas que soit acceptable la reconnaissance unilatérale par Moscou des indépendances auto-proclamées sud-ossète et abkhaze. En Europe et ailleurs, les interrogations et les craintes sur les objectifs réels de la méthode qu'elle s'estime légitime à mettre en œuvre pour les atteindre ont suscité cette crise de confiance. Ce malaise entre l'Europe et la Russie, s'il continuait de s'installer, aurait des conséquences graves, à la fois pour la stabilité et la prospérité de tout le continent européen et sur l'équilibre global du monde.

Nicolas Sarkozy

Président de la République française
8 octobre 2008

19

Crise économique et financière



Vous pouvez soit être désintégrés par cette crise financière énorme, si les réponses sont disparates et désespérées, soit vous pourrez trouver dans cette situation une occasion nouvelle d'améliorer le processus d'intégration. L'intégration européenne s'est toujours développée à travers les crises.

Mario Monti

Président de l'université Bocconi de Milan
6 octobre 2008



Nous voici au début d'une réforme fondamentale du système financier international, et il ne doit y avoir aucun tabou. La crise qui vient de nous frapper violemment a révélé une faiblesse budgétaire à l'échelle mondiale. C'est un enseignement efficace.

Jean-Claude Trichet

Président de la Banque centrale européenne
7 octobre 2008



S'il y a une idée particulièrement fautive dans cette crise mais qui reste particulièrement forte, c'est cette idée qu'une financiarisation excessive de l'économie en était la cause principale. [...] la reprise peut créer une crise sociale majeure, c'est-à-dire l'insupportable coexistence de la croissance forte et de la montée brutale de la pauvreté.

Lionel Zinsou

PDG, PAI Partners
31 octobre 2009

The Washington Post, September 15, 2008

NEW YORK, Sept. 15 -- Lehman Brothers announced early Monday morning that it will file for bankruptcy, becoming the largest financial firm to fail in the global credit crisis, after federal officials refused to help other companies buy the venerable investment bank by putting up taxpayer money as a guarantee.

Le Figaro, 11 septembre 2009

Mais au-delà des chiffres, en ce lundi 15 septembre, la place financière fait le grand saut dans l'inconnu. Ce matin-là, aucun banquier n'a encore vraiment l'intuition de la catastrophe à venir, ni de la rapidité avec laquelle la crise va franchir l'Atlantique.



L'Orient le Jour, 12 octobre 2011

L'ex-secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a estimé vendredi à Vienne qu'à la suite du « printemps arabe », le changement devait toucher tous les pays de la région, y compris Israël. « Nous connaissons un changement historique et sérieux », a déclaré M. Moussa à la WPC organisée par l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Jeune Afrique, 12 décembre 2011

« Nous ne voulons plus vivre sous des dictatures et l'ensemble du Moyen-Orient doit changer », a lancé Amr Moussa, lors de la WPC à Vienne (Autriche), qui s'est tenue du 9 au 11 décembre. Et l'ancien secrétaire général de la Ligue arabe ajoute : « les changements toucheront à des degrés divers tous les pays. »

Printemps arabe



Le roi Abdallah a décrété l'élargissement de notre système électoral pour qu'il inclue les femmes, non seulement par le droit de vote, mais aussi par le droit d'être représentées en tant que telles. Tous les changements en cours au sein du Royaume relèvent d'un programme de réformes horizontales et verticales. En effet, pour relever les défis du développement, des droits de l'homme et de toutes les aspirations que partage l'humanité, l'approche adoptée par le Royaume est celle de la réforme. À nos yeux, celle-ci n'est plus une simple option mais est devenue un véritable impératif. Pour nous, être capables de relever les défis de la justice sociale, de la prospérité et de l'égalité des chances pour tous est une chance mais aussi un défi.

SAR le Prince Turki Al-Faisal

Président du Centre du Roi Faisal pour la Recherche et les Études islamiques
9 décembre 2011



Face au « réveil arabe », les États-Unis ont adopté une politique étrangère différenciée qui s'inspire de deux principes fondamentaux : d'une part, de l'adhésion aux valeurs américaines telles que la liberté, la démocratie et les droits de l'homme ; d'autre part, de la défense des intérêts des États-Unis en matière de sécurité nationale dans la région du Grand Moyen Orient. Ainsi, du point de vue de la portée historique du réveil arabe, les États-Unis s'identifient avec la quête de liberté individuelle, d'égalité des chances et, plus largement, de participation plus active à la vie politique. Mais dans l'immédiat, à court terme, les États-Unis doivent aussi défendre leurs intérêts en matière de sécurité nationale dans chaque pays concerné et au cas par cas.

Edward Djerejian

Président fondateur de James A. Baker III Institute for Public Policy ; ancien Ambassadeur américain en Syrie
9 décembre 2011

Énergie et Climat



Cet accident [Fukushima] a eu des répercussions très importantes dans le monde. De mon point de vue, il a mis à mal la confiance dans l'énergie nucléaire. L'accident s'est produit au Japon, mais c'est le monde entier qui est inquiet de l'énergie nucléaire. L'acceptation sociale – ou la confiance – dans l'énergie nucléaire est au plus bas.

Yukiya Amano

Directeur général de l'AIEA
9 décembre 2011



Les scientifiques en sont désormais certains : il y a un dérèglement climatique. Si nous ne réagissons pas, nous irons vers une augmentation, à la fin de ce siècle, de trois ou quatre degrés de température, six ou sept degrés ensuite, c'est-à-dire une catastrophe absolue pour tous nos pays et pour leurs habitants. Il faut réagir. La réaction est possible à condition qu'on limite les gaz à effet de serre et c'est là où l'énergie intervient car il faut de moins en moins utiliser les énergies fossiles, de plus en plus les économies d'énergie, les énergies renouvelables.

Laurent Fabius

Ministre français des Affaires étrangères
9 décembre 2014



Les États-Unis vont cesser d'être la «force motrice» de la politique climatique. Nous sommes déjà en passe de manquer les objectifs de Paris. Si le changement climatique devient une préoccupation secondaire pour la nation la plus puissante de la planète, il va devenir difficile de convaincre les pays émergents et les pays en développement de respecter leurs engagements climatiques. L'Allemagne, avec son programme Energiewende, est en retard sur ses propres objectifs climatiques et n'est pas bien équipée pour jouer les précurseurs en la matière, car un accroissement des énergies renouvelables agressif est insuffisant pour garantir une réduction durable des émissions.

Friedbert Pflüger

Directeur, European Centre for Energy and Resource Security, King's College
4 novembre 2017



L'autre technologie-clé à développer si l'on veut limiter l'augmentation de température à moins de deux degrés, aux côtés du stockage de l'énergie, c'est la capture-stockage-transformation du CO2 qu'on va émettre quand on continuera à utiliser des énergies fossiles parce qu'on en aura besoin. Il faudra être capable de le capturer, et soit de le transformer dans des matériaux comme du ciment, ou bien de le stocker. C'est une autre technologie majeure sur laquelle des groupes comme les nôtres s'engagent.

Patrick Pouyanné

Président-directeur général, Total
3 novembre 2017

Le Monde, 31 octobre 2017

A eux seuls, la promotion des filières solaire et éolienne, l'amélioration de l'efficacité énergétique, le développement de modes de transports alternatifs, l'arrêt de la déforestation et le reboisement pourraient faire chuter les émissions annuelles de 22 Gt. L'humanité n'a pas encore brûlé toutes ses cartouches. Mais elle est entrée dans la zone de tous les dangers.

New York Times, January 23, 2018

How can countries be persuaded to adopt expensive strategies to drop fossil fuels when the prospective impact of climate change remains uncertain and fixing the problem requires collective action? As mitigation by an individual country will benefit all, nations will be tempted to take a free ride on the efforts of others. And no country will be able to solve the problem on its own.



Le Figaro, 24 juin 2016

C'est un désaveu pour la construction européenne. Selon les résultats définitifs publiés ce matin, 51,9% des électeurs ont voté pour le Brexit lors du référendum de la veille, marqué par une participation importante (72,2%). Les résultats montrent un pays divisé, avec Londres, l'Écosse et l'Irlande du Nord qui voulait rester, tandis que le nord de l'Angleterre ou le Pays de Galles ont largement voté contre.

The Guardian, June 24, 2016

EU leaders have reiterated that there will be no negotiation over the UK's membership of the bloc and the UK should act "as soon as possible, however painful that process may be".

Brexit



La perte de confiance dans le projet européen, et l'élargissement de l'écart entre l'UE et ses citoyens sont de sérieux indicateurs du fait que nous devons réorganiser l'Europe, en interne et en externe. Son pouvoir au niveau mondial, la sécurité, et le sens de son projet en dépendent.

Elisabeth Guigou

Députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale
21 novembre 2016



Il est clairement nécessaire d'avoir une vision de l'avenir. C'est logique dès lors que l'on se penche sur la question financière, par exemple. Si le Royaume-Uni voulait rester dans les programmes de recherche européens [...] et si l'UE dans son ensemble souhaitait retenir le Royaume-Uni dans les programmes de recherche européens [...] alors il serait évidemment nécessaire que le Royaume-Uni continue à contribuer financièrement. On ne peut fixer la limite du gouffre budgétaire sans décider de ce qui continuera ou pas à l'avenir.

John Kerr

Membre de la Chambre des Lords, ancien ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis et auprès de l'Union européenne
20 novembre 2016

L'Amérique et le monde : protectionnisme, guerre commerciale



La communauté internationale devrait prêter une attention particulière à la possibilité de résurgence du protectionnisme, du nationalisme et de l'anti-mondialisme. Une conférence comme celle-ci, où les dirigeants politiques et les grands intellectuels mondiaux sont réunis, devrait exprimer sa préoccupation commune à cet égard.

Il Sakong

Représentant personnel du Président de la République de Corée
7 octobre 2008



Le plus gros changement qui puisse se produire, à mon avis, sera dans le domaine de l'immigration. L'administration Trump va être très dure envers l'immigration, surtout venant des pays musulmans, et sur l'immigration clandestine en provenance du Mexique. Les États-Unis pourraient même réduire globalement les quotas d'immigration et diminuer le nombre de visas d'entrée aux États-Unis, non seulement pour des raisons de sécurité, mais aussi pour préserver l'emploi dans le pays.

Jin Roy Ryu

PDG, Poongsan Group
21 novembre 2016



La politique commerciale de l'administration Trump est une politique explicitement protectionniste. Elle reflète la poursuite des thèmes de sa campagne : l'accent sur les déficits commerciaux, y compris les déficits bilatéraux, la manipulation des devises, et les accords commerciaux « désastreux ». Les États-Unis se sont retirés de l'accord de partenariat transpacifique (TPP) et ont imposé des renégociations sous la menace d'une abrogation de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée (Korus) et de l'ALENA. Si l'on prend simplement les dossiers de protection ouverts pendant les 100 premiers jours de l'administration Trump, et si l'on suppose que la protection est effectivement appliquée, la part des importations américaines sous protection double.

Marcus Noland

Vice-président exécutif et directeur d'études
au Peterson Institute for International Economics
4 novembre 2017



Le Monde, 5 avril 2018

S'agit-il d'un match de catch, dont Donald Trump est si friand, ou d'un engrenage destructeur inexorable ? Nul ne sait répondre à la question alors qu'aucune barrière douanière n'est entrée en vigueur, les taxes de 50 milliards de dollars annoncées par Washington puis Pékin ne devant pas être appliquées avant plusieurs semaines tandis que la guerre de l'acier est une bataille chiquée, les exportations chinoises ayant été réduites à peau de chagrin.

Bloomberg, June 1, 2018

Trump "is oblivious to the advantages of being at the center of the global order," said Michael Fullilove, executive director of the Lowy Institute, in Sydney. "He is dubious about the value of alliances, even though China or Russia would dearly love to have an alliance network as powerful and cost-effective as that of the United States."

Changement **technologique**



Le grand combat qui nous attend est de savoir si nous gardons un Internet mondial et un système de gouvernance ouvert ou si l'Internet va être balkanisé. Dans le futur, nous aurons soit un Internet ouvert, transparent et dynamique soit un Internet fermé, contrôlé et statique.

Carl Bildt

Ministre suédois des Affaires étrangères
14 décembre 2013



Nous pensons que dans les cinq années à venir, le développement technologique lié aux solutions de santé numériques, telles que la santé mobile (m-santé) et la santé électronique (e-santé), révolutionnera la prestation des services de santé et offrira de nouvelles approches pour combler les écarts d'accès aux soins et rendre les soins plus abordables.

Bertrand Badré

Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale
22 novembre 2015



Les chaînes de blocs vont rapprocher l'économie et la technologie d'une manière que la société n'a jamais expérimentée auparavant. Les technologies précédentes comme Internet nous permettaient de créer des ouvertures et d'échanger des informations. Les chaînes de blocs nous permettent de suivre et d'avoir une trace de nos interactions, de nos transactions économiques, et nous donnent le pouvoir de bouleverser des aspects de notre propre contrat social – qui nous déplaisent.

Toby Simon

Fondateur et président de Synergia Foundation
20 novembre 2016



La capacité de l'IA à reproduire les sens humains va radicalement modifier notre vision du monde. Les modes de fonctionnement, systèmes hiérarchiques et modèles sociaux des organisations changeront, et nos institutions actuelles devront s'y préparer. Le défi le plus immédiat consiste à adapter notre système éducatif dès les premiers stades de développement.

Patrick Nicolet

Membre du comité de direction générale, Capgemini
4 novembre 2017

The Guardian, December 28, 2016

It has been predicted that by 2050, 40% of jobs will be automated and no industry would be unaffected. While this projection is decades away, there have been many developments in artificial intelligence this year. Robots are being designed to be bank clerks, to host job interviews, to be therapists – which show how this technology is already having an impact on the way we work.

Washington Post, May 2, 2018

Data has become and will continue to be a foundational basis for our society. It is much like the air we breathe, water we drink and electricity we depend on. Moreover, each of us is a source of data, and we all constantly contribute to data flows. Therefore, the protection of data under private law should shift to data ownership, management and regulation under public law so that data serves the public interest.

The Guardian, November 20, 2017

At long last the consumer tech revolution is coming to healthcare. It will change primary care skills, training, practice ownership, payment systems, demand, access, outcomes and much more. It could also widen health inequalities if it is handled badly.

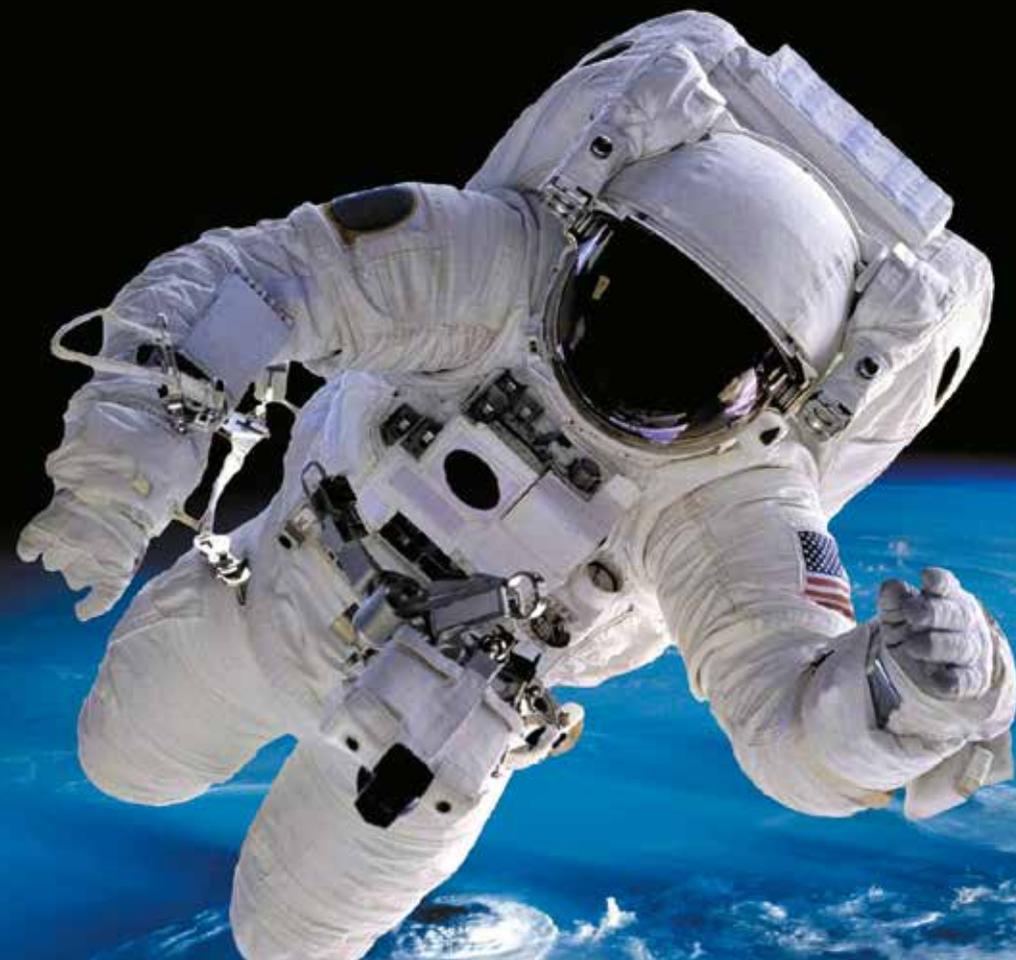
Conquête spatiale



Depuis près de 60 ans, des milliers de satellites ont permis à l'humanité de conquérir un quatrième élément après la terre, la mer et l'air : l'espace. Les satellites prennent des photos qui nous permettent de prévoir la météo. Ils permettent également de mieux protéger les populations des menaces environnementales, de détecter les catastrophes naturelles et humaines, d'améliorer les sols, les océans et la végétation pour le bénéfice de tous. Les satellites sont également des instruments cruciaux afin de soutenir les efforts déployés pour ralentir le changement climatique. [...] En tout, nous avons un peu plus de 60 pays qui développent actuellement leurs programmes spatiaux et cela va continuer. [...] Un nouveau mouvement est né aux États-Unis et s'est répandu sur toute la planète. Ce mouvement s'appelle « New Space » et a été créé par des entrepreneurs riches et ambitieux qui veulent transformer le domaine spatial. [...] Ce sont les satellites qui ont fourni la preuve du changement climatique. Sans eux, il aurait été impossible de démontrer que le niveau des océans augmente de 3,2mm par an. De la même façon, ce sont les satellites qui permettent d'encourager les efforts des nations pour la réduction des gaz à effets de serre. [...] Le troisième défi concerne l'exploration, car les changements actuels dans le domaine de l'espace vont probablement avoir l'effet inattendu d'une accélération de l'exploration martienne. [...] la France a le deuxième plus gros budget par habitant du monde pour l'espace, juste derrière les États-Unis. De nombreux services que nous considérons irremplaçables fonctionnent grâce à des applications dérivées de l'espace, même si nous ne nous en rendons pas toujours compte. L'espace est définitivement une aventure essentielle en termes de technologie et de gouvernance.

Jean-Yves Le Gall

Président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)
21 novembre 2016



La Tribune, 31 mars 2017

L'incroyable pari d'Elon Musk est réussi. De façon magistrale sur le plan technique. De quoi parle-t-on? Le dernier né des satellites de l'opérateur de satellites luxembourgeois SES - SES-10 - est le premier au monde à avoir été mis sur orbite par un lanceur réutilisable, en l'occurrence Falcon 9 de SpaceX, qui a récupéré à nouveau dans la nuit de jeudi à vendredi le premier étage de sa fusée. Une première dans l'histoire de l'industrie spatiale. Cette double réussite permet au milliardaire Elon Musk de franchir une nouvelle étape dans son ambition de révolutionner les voyages dans l'espace avec l'objectif ultime d'organiser des liaisons commerciales vers Mars. La réutilisation d'un lanceur est censée réduire de façon drastique les coûts de lancement.

Newsweek, March 5, 2018

NASA has successfully completed tests of a miniature nuclear reactor that could one day power long-term human settlements on the Moon, Mars and beyond. The reactor will be especially useful in the challenging environments of places such as the moon and Mars, where generating power using solar panels can be difficult. On Mars, for example, sunlight is limited by seasonal variation and periodic dust storms, which can go on for months. Meanwhile, nighttime on the Moon can last about 14 days.

Terrorisme



Nous avons déclenché une guerre qui a déclenché de nouvelles réactions, du radicalisme musulman, fanatique. Et si à l'époque il y avait des talibans, aujourd'hui nous avons Al-Qaida en Afghanistan, au Yémen, au Sahel, un peu partout. C'est-à-dire un nouveau défi, un défi sécuritaire tout à fait différent du défi traditionnel de paix, et de négociations.

Miguel Ángel Moratinos

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume d'Espagne
16 octobre 2010



Un retour de la religion et en même temps une jeunesse et une population angoissées par ce type de changement font que nous avons une pression fantastique dans nos sociétés. Nous allons entrer dans une période où les valeurs classiques de l'humanité seront remises en cause d'une manière extrêmement violente. Et je crains que nous n'y soyons pas préparés.

Mircea Geoana

Sénateur, président de l'Institut Aspen Roumanie et ancien ministre des Affaires étrangères de Roumanie
15 décembre 2013



On ne vaincra pas le terrorisme ni les autres maux du monde contemporain en se cantonnant dans le registre des émotions. Seul l'apprentissage d'une politique authentiquement internationale dans l'acception la plus élevée du terme, permettra au monde de franchir le XXIe siècle sans retomber dans des drames comparables en ampleur à ceux qui l'ont tant bouleversé au XXe.

Thierry De Montbrial

Président et fondateur de la World Policy Conference
20 novembre 2015



L'Express, 7 juin 2017

Depuis plusieurs mois déjà, des parlementaires libéraux de l'UE se sont prononcés en faveur de la création d'une agence européenne de renseignement sur le modèle du FBI américain. Ce nouvel organe de sécurité se verrait confier de réels pouvoirs d'enquête dans l'ensemble de l'UE.

The New York Times, April 11, 2016

The need for greater teamwork has been made all the more pressing by Europe's porous borders, which once exemplified freedom of movement but now present a huge challenge at a time when thousands of Europeans are being recruited by the Islamic State and hundreds of thousands of refugees are fleeing the war in Syria for Europe.



Il faut deux choses pour battre l'EI. La première nécessite de se pencher sur la véritable menace qui pèse sur nous les Arabes : la démographie. 50 % des Arabes ont moins de 20 ans. Aucun dirigeant arabe, aucun penseur arabe ne peut rivaliser avec Abu Bakr Al Baghdadi. Cet homme fait des promesses à notre jeunesse désespérée et au chômage : il leur promet les 70 vierges, le paradis, etc. En Palestine, nous avons un taux de chômage de 26 % ; nous ne pouvons même pas leur promettre un studio et un boulot. Nous ne pouvons pas rivaliser. Donc nous devons revisiter notre système éducatif. Peut-être devrions-nous nous demander pourquoi nous enseignons à nos enfants en maternelle qu'il faut mourir pour Allah. Notre Coran dit que nous devrions enseigner à nos enfants qu'il faut vivre pour Allah.

Saeb Erekat

Négociateur en chef palestinien

20 novembre 2016



Si le terrorisme présente de multiples facettes, le plus grand danger aujourd'hui vient du terrorisme islamiste radical. Chaque minute, des centaines de milliers d'enfants se laissent subjugués par le soi-disant Saint Graal d'un Nouveau Monde et par un nouveau califat. Voilà le concept. L'idée qui le sous-tend est encore plus dangereuse, à savoir, pour atteindre ce but, vous devez vous joindre à nous, et accepter de tuer et de commettre des actes comme ceux qui ont eu lieu en Belgique et en France récemment. S'attaquer à une idée est beaucoup plus difficile que d'aborder le problème militairement. Nous avons véritablement besoin que les meilleurs cerveaux et les plus grands esprits travaillent sur ce problème.

M. K. Narayanan

Ancien gouverneur de l'État du Bengale Occidental de l'Inde

21 novembre 2016

Un haut lieu de networking

Chaque participant est choisi individuellement non seulement en fonction de ses compétences et de son rayonnement, mais également en fonction de l'interactivité avec les autres. De surcroît, afin de, maintenir un certain équilibre, lors de la sélection des participants, nous croisons différents critères, géographiques, fonctionnels et médiatiques. Et enfin, pour faciliter des rencontres fructueuses, le nombre des participants à chaque édition reste limité. Sur ces bases et dans un cadre d'accueil agréable, toutes les conditions sont réunies pour que les participants se sentent libres de leurs paroles, créant ainsi un lieu de rencontres de très haut niveau mais informelles.



Appréciations 2008 - 2017

Fu Ying, 2010

Je pense que la WPC joue un rôle extrêmement important. Par exemple, un panel réunit des personnes pour qu'elles débattent des idées énoncées et pour s'écouter, bien que nous ne prenions pas de décision. Mais c'est en échangeant nos points de vue que nous pourrions aider des décideurs.

Lionel Zinsou, 2010

Il est important d'avoir un forum libre, privé, où les gens ne s'expriment pas au nom de leur fonction mais en leur propre nom, et où ils soient prêts à confronter leurs idées pour imaginer comment gouverner le monde de façon à peu près rationnelle.

Jacob Frenkel, 2013

Cette conférence présente une grande diversité. Il ne s'agit pas d'une conférence sur le monde et sur sa politique. C'est tout à fait approprié car aujourd'hui il n'existe pas de politique étrangère sans politique économique et pas de politique économique sans relations internationales. Comme les organisateurs l'ont reconnu, il est approprié que cette conférence rassemble des gens issus de divers systèmes politiques et professionnels et qui parlent différentes langues

Mohamed Laichoubi, 2014

Toutes mes félicitations pour le Sommet de la WPC de Séoul, qui a été une formidable réussite. Les organisateurs ont fait un excellent travail et les débats furent d'une très haute tenue. Je me joins à tous ceux qui ont déjà exprimé leur satisfaction.

Tadakatsu Sano, 2014

Bravo pour le formidable succès de la World Policy Conference à Séoul. J'aimerais vous remercier de nouveau pour cette invitation à la WPC, qui est maintenant reconnue internationalement par la société intellectuelle. Les discussions ont été stimulantes et je pense y avoir beaucoup appris.

Miguel Ángel Moratinos, 2014

Je considère que la WPC est un lieu idéal pour modeler l'avenir des politiques mondiales. Je tiens à exprimer ma gratitude et je saisis cette opportunité pour vous rappeler que je me tiens à votre disposition pour une future contribution à la WPC.

Igor Yurgens, 2015

Einstein a dit que la force la plus importante est la force de l'intellect. La WPC est la force de l'intellect personnifiée par son dirigeant. Thierry de Montbrial sait comment trouver les bonnes personnes. Si vous trouvez les bonnes personnes et que vous concentrez l'intellect au même endroit, cela produit un résultat qui ne peut être ignoré.

Itamar Rabinovich, 2015

Je pense que la WPC est un excellent évènement. Elle est suffisamment grande pour être diverse, pour avoir un nombre significatif d'individus bien informés, intéressés et influents. Ce n'est pas un océan de diversité dans lequel certains domaines se perdent, et ce n'est pas une petite rencontre entre 25 mêmes personnes. Je pense qu'elle a la taille optimale, et une très bonne constitution.

Arkebe Oqubay, 2015

La WPC est une plateforme importante. L'avantage de cela, tout d'abord, c'est qu'il est possible de discuter des systèmes de gouvernance économique internationale, qui sont essentiels, car les pays moins développés ou en développement ont besoin d'un environnement où l'ordre économique international leur est favorable. Ensuite, cela donne aussi une plateforme pour accumuler de l'expérience. La WPC est devenue une excellente source d'expérience, ainsi qu'un lieu pour exprimer nos inquiétudes et notre perspective sur ce à quoi l'environnement international devrait ressembler.

M.K. Narayanan, 2015

Ce qui distingue la WPC de la plupart des conférences internationales est qu'elle réunit certaines des meilleures personnes pour y participer : la plupart d'entre elles sont des penseurs, et par conséquent, elles apportent énormément de perspicacité sur comment gérer les problèmes. La WPC offre ce qui est peut-être l'un des meilleurs forums pour échanger des idées et enrichir ses réflexions.

Kemal Dervis, 2015

Ils choisissent les sujets abordés de façon très intelligente et pertinente. Il y a vraiment de la substance, mais également une amitié qui évolue d'année en année. J'aime la taille : ce n'est pas une toute petite conférence, mais elle n'est pas non plus énorme ; on a la possibilité de discuter des choses en profondeur, pas seulement pendant les sessions mais également pendant les moments de sociabilité. J'aime le fait qu'elle dure deux jours et demi, presque trois : une fois encore, on a le temps pour une certaine profondeur. De nombreux panels et conférences sont concentrés en si peu de temps qu'on vise les phrases choc. Ici, il y a plus d'espace pour de véritables discussions.

Jean-Claude Trichet, 2015

La WPC est d'une grande aide car elle se concentre, depuis ses débuts, sur la gouvernance mondiale – comme le suggère son titre. Nous croyons – et je crois, personnellement, que la gouvernance mondiale est plus importante que jamais dans le monde d'aujourd'hui, car nous subissons tant de changements structurels spectaculaires. La gouvernance mondiale associée à la mondialisation est essentielle, mais nous devons également faire face à de nouveaux défis liés à la science et à la technologie, la révolution informatique qui galope et transforme tout sur la planète, y compris les processus de production. On a également, bien sûr, les nouveaux défis géopolitiques, y compris – malheureusement – le terrorisme. Tout ceci crée une nécessité absolue d'améliorer la gouvernance mondiale.

Mario Monti, 2015

La WPC joue un rôle important car elle permet aux dirigeants d'avoir une meilleure conscience des interdépendances. Bien sûr, la WPC n'est pas ouverte aux citoyens ordinaires ; pour cela, il y a d'autres instruments de communication et de prise de conscience. Cette conférence est pour les dirigeants de pays, de mouvements culturels, d'institutions internationales, et je pense que c'est un exercice très utile car, en effet, c'est également une contribution intellectuelle et politique pour vaincre la tentation de l'isolationnisme.

Jim Hoagland, 2015

La WPC stimule de nouvelles idées, de nouvelles façons de penser. Elle nous donne la chance de présenter des idées. Elle fait naître le débat. Elle exerce une pression de type intellectuel et politique. C'est un forum extrêmement utile, en particulier car elle est l'une des rares conférences où on trouve une réelle approche bilingue, le rassemblement du français et de l'anglais, des attitudes européennes et américaines.

Mari Kiviniemi, 2016

Je pense que c'est un très bon forum pour présenter les instruments dont nous disposons, les recommandations, les boîtes à outils, particulièrement en ce qui concerne tout le travail ayant trait à la fiscalité. Ces instruments ne sont pas encore mis en œuvre ; ils affecteront la fiscalité des années à venir, et de ce fait, sont assez nouveaux pour beaucoup. Ainsi, je pense que c'est un très bon public auquel s'adresser pour faire en sorte que ces outils exercent vraiment une influence.

John Kerr, 2016

Je trouve que la WPC inclut un mélange d'individus très intéressants. Par exemple, aujourd'hui j'ai entendu des choses concernant la Turquie que je ne savais pas, et je trouve cela extrêmement intéressant. Je préside un think tank londonien et j'explore un certain nombre de sujets ayant trait aux affaires étrangères et à la Chambre des lords, et il faut que je me tienne au courant. J'ai beaucoup appris ; de plus c'est un forum très agréable pour rester en contact avec de nombreux amis de longue date comme vous !

John Lipsky, 2016

Pour quelqu'un résidant aux États-Unis, il est très intéressant et très rafraîchissant d'entendre tous les points de vue, en particulier les points de vue européens sur l'actualité. C'est donc une excellente occasion.

Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim Al-Thani, 2017

La World Policy Conference est devenue l'un des événements les plus importants dans le monde de la politique et des affaires internationales.

Michael Lothian, 2017

Ces quelques jours ont donné lieu à des débats intéressants, des idées novatrices et des opinions sincères. C'est un honneur pour moi d'avoir pu y prendre part. Cela fait de nombreuses années que le monde n'a pas été marqué par tant d'instabilité, et le programme de la conférence ainsi que son président chevronné nous ont permis de traiter ces questions en profondeur. Tout ce que j'ai entendu n'a fait que renforcer ma conviction que nous avons besoin de structures nouvelles en matière de gouvernance mondiale.

Emmanuel Macron, 2017

Je souhaite que le dialogue international sur l'organisation de notre planète se poursuive, et je sais pouvoir compter sur la World Policy Conference pour produire de meilleures idées, de meilleures politiques, et avancer le débat. Heureux anniversaire à la WPC pour ses dix ans : elle fait oeuvre utile.

Bartholomée 1^{er}, 2017

Nous ne pouvons que nous réjouir de la tenue, dans ce pays, de cette nouvelle édition du World Policy Conference. En nous invitant à exprimer ces quelques pensées lors de la séance d'ouverture, ses organisateurs ont souligné l'importance fondamentale que prend la religion dans la réflexion sur les affaires du monde, ou, pour parler autrement, sur les enjeux internationaux. Le Patriarcat oecuménique que nous avons l'honneur de représenter les en remercie, tout en leur souhaitant un plein succès dans leur entreprise.

Jean-Yves Le Gall, 2017

Mes félicitations les plus vives et les plus sincères pour la très haute qualité des interventions et des débats qui, trois jours durant, ont été absolument passionnants. Cette année encore, la World Policy Conference était 'the place to be'.

King Mohammed VI, 2017

Placée sous Notre Haut Patronage, cette importante rencontre dans la ville ocre offre, à d'éminentes personnalités issues d'horizons divers, l'opportunité de débattre des grands enjeux régionaux et internationaux. Elle contribue également à améliorer la gouvernance dans ses dimensions de réflexion, de décision et de contrôle, afin de promouvoir un monde plus ouvert et plus respectueux de la diversité.

Tsakhagiyn Elbegdorj, 2017

C'est vraiment une magnifique occasion et une formidable plateforme, que nous devons absolument maintenir. La Mongolie, et moi-même, sommes résolument investis dans cette belle entreprise.

Oliver Bussmann, 2017

Débattre des sujets géopolitiques majeurs dans le cadre de tables rondes si prestigieuses a été une très bonne expérience et un grand honneur. Dans l'ensemble, une bonne organisation et la tenue de discussions approfondies font de la conférence une plateforme idéale pour le networking.

Tatsuo Masuda, 2017

La conférence à Marrakech a en effet été mémorable. J'ai énormément apprécié assister à toutes les sessions et rencontrer d'anciens et de nouveaux amis. Je viens justement de répondre à l'un de mes nouveaux contacts rencontrés à Marrakech.

Nasser Bourita, 2017

Avant toute chose, je voudrais remercier Thierry de Montbrial, sans qui nous ne serions pas tous réunis ici ce soir, à Marrakech, et lui rendre l'hommage qu'il mérite. Thierry, merci pour ton effort inlassable, lequel est apprécié et largement reconnu comme on peut le constater ce soir. Merci pour ta vision : je pense que ceux qui, dès 2008, ont cru en cette aventure et ont pensé que la WPC allait effectivement traverser les années avec brio et distinction – et le meilleur reste à venir –, sont aujourd'hui ravis. Merci aussi et surtout pour ces occasions que tu nous offres d'actualiser notre savoir et de débattre de grandes questions pour notre monde.

Ana Brnabic, 2017

Je crois que la World Policy Conference est un grand évènement. Je suis vraiment reconnaissante envers ses organisateurs d'avoir décidé de souligner et de présenter la situation actuelle dans les Balkans, notamment la réconciliation et la collaboration entre la Serbie et l'Albanie. C'est pour moi un honneur de représenter la Serbie et d'aborder le destin de l'ensemble de la région dans ce cadre. Nous sommes tous unis dans la réalisation d'objectifs communs.

Edi Rama, 2017

C'est un honneur d'être présent à un tel évènement, aux côtés d'éminents participants qui comptent parmi les érudits et experts dans leurs domaines. J'ai ici également l'occasion de témoigner de l'effort de paix et de coopération déployé dans les Balkans, lequel constitue pour moi une fierté.

Parmi les participants 2008 - 2017

A

Abbad El Andaloussi, Zineb

Directeur général, Helios Investment Partners ; Associé fondateur, Euromed Advisory

Abd al-Mahdi, Adil

Ministre du Pétrole, Irak (2016-2014) ; Vice-président de la République d'Irak (2005-2011)

Abdel-Nour, Mounir Fakhri

Ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Investissement, Egypte (2013-2015) ; Ministre du Tourisme, Egypte (2011-2012)

Aburdene, Odeh

Président, OAI Advisors

Ackermann, Josef

Président du conseil d'administration, Bank of Cyprus ; PDG, Deutsche Bank (2002-2012)

Adib, Mustapha

Ambassadeur de la République libanaise en Allemagne

Ahani, Ali

Ambassadeur de la République islamique d'Iran en France (2012-2017)

Ahmed, Masood

Président, Center for global Development ; Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI (2008-2016)

Ahn, Ho-Young

Ambassadeur de la République de Corée aux Etats-Unis ; Ancien sherpa de la République de Corée au G20 ; Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Ahsan, Shameem

Ambassadeur du Bangladesh auprès de la Confédération suisse ; Représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies à Genève

Ahtisaari, Martti

10ème Président de la République de Finlande (1994-2000) ; Prix Nobel de la Paix 2008 ; Président, Crisis Management Initiative

Akadiri, Saliou

Ministre des Affaires étrangères du Bénin (2015-2016)

Allavena, Jean-Charles

Président de la Commission des Relations Extérieures du Conseil National de Monaco

Al Omeir, Othman

Editeur et rédacteur en chef, Elaph

Al-Thani, Meshal bin Hamad

Ambassadeur du Qatar aux Etats-Unis ; Ambassadeur du Qatar en France (2013-2016) Al-Thani,

Sheikh Abdullah bin Nasser bin Khalifa

Premier ministre du Qatar

Al-Thani, Sheikh Mohammed bin Abdulrahman bin Jassim

Ministre des Affaires étrangères du Qatar

Amano, Yukiya

Directeur général, AIEA

Amir-Abdollahian, Hossein

Vice-ministre des Affaires étrangères chargé du département arabo-africain, République islamique d'Iran (2011-2016)

Amrani, Youssef

Chargé de mission, Cabinet royal, Maroc

Andrews, John

Rédacteur en chef, Project Syndicate ; Conseiller de la rédaction, The Economist

Antoniszyn, Ilona

Conseillère du conseil d'administration, relations gouvernementales et les politiques publiques, Groupe Volkswagen, Pologne ; Secrétaire d'Etat, ministère de l'Economie, Pologne (2011-2015)

Appert, Olivier

Président du Conseil Français de l'Energie ; Président, IFP Energies Nouvelles (2003-2015)

Aranda Bezaury, Lourdes

Chef des relations gouvernementales, Ferrromex et Ferrosur ; Vice-ministre des Affaires étrangères, Etats-Unis mexicains

Ayrault, Jean-Marc

Ministre des Affaires étrangères et du Développement international (2016-2017) ; Premier ministre, France (2012-2014)

B

Babacan, Ali

Membre du Parlement turc ; Vice-Premier ministre de la République de Turquie (2009-2015)

Badinter, Robert

Président du Conseil constitutionnel français (1986-1995) ; Garde des Sceaux, ministre français de la Justice (1981-1986)

Badré, Bertrand

Fondateur et PDG de Blue Orange Capital ; Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale (2013-2016)

Ban, Ki-Moon

Secrétaire général des Nations Unies (2007-2016)

Barak, Ehud

Premier ministre, Israël (1999-2001) ; Ministre de la Défense, Israël (2007-2013)

Baraka, Nizar

Président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Maroc

Bark, Taeho

Président, Lee&Ko Global Commerce Institute et Professeur émérite, Université nationale de Séoul. Ministre du Commerce, République de Corée (2011-2013)

Baroness Lynda Chalker of Wallasey

Fondatrice et présidente d'Africa Matters Ltd. ; Ministre chargée du développement des territoires d'outre-mer et de l'Afrique, Royaume-Uni (1989-1997)

Barrault, François

Président et fondateur de FDB Partners ; Président de l'Idate/DigiWorld Institute

Bartholomée 1^{er}, Dimitrios

Archevêque de Constantinople, Nouvelle Rome et Patriarche Œcuménique

Bazin, Sébastien

PDG, AccorHotels

Beier, Christoph

Vice-président du conseil d'administration, GIZ, Allemagne

Ben Hammouda, Hakim

Ministre de l'Economie et des Finances, Tunisie (2014-2015) ; Conseiller du président de la Banque africaine de développement (2011-2013)

Benkhadra, Amina

Directeur général de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), Maroc ; Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, Maroc (2007-2012)

Bensalah Alaoui, Assia

Ambassadeur itinérant, Maroc

Bensalah Chaqroun, Miriem

Présidente de la Confédération Générale des Entreprises Marocaines (CGEM)

Bielecki, Jan Krzysztof

Président de l'Institut polonais des Affaires internationales ; Premier ministre de Pologne (1991)

Bildt, Carl

Président de la Commission sur la Gouvernance de l'Internet, GCIG (2014-2016) ; Ministre des Affaires étrangères de Suède (2006-2014)

Biloa, Marie-Roger

PDG, Africa International Media Group

Bin Mohammed Al Attiyah, Khalid

Ministre d'Etat pour la Défense, Qatar ; Ministre des Affaires étrangères, Qatar (2013-2016)

Bitar, Sergio

Ministre des Travaux publics, Chili (2008-2010)

Bliznashki, Georgi

Premier ministre, Bulgarie (2014)

Boadu, Prince

PDG, MapTech Logistics Limited

Bönning, Matthias

Directeur général adjoint et directeur de la recherche, Oekom Research AG

Borza, Remus

Président, EuroInsol, Roumanie

Bouée, Charles-Edouard

PDG, Roland Berger Strategy Consultants

Bourita, Nasser

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc

Bouttes, Jean-Paul

Economiste en chef et Directeur stratégie et prospective, EDF

Bréchet, Christian

Président, Global Virus Network (GVN) ; Directeur général de l'Institut Pasteur (2013-2017)

Brnabić, Ana

Premier ministre de la République de Serbie

Bujon de l'Estang, François

Président, FBE International Consultants

Burelle, Jean

PDG, Burelle

Burkhalter, Didier

Membre du Conseil fédéral suisse (2009-2017)

Burt, Richard

Directeur général, McLarty Associates

Bussmann, Oliver

Fondateur et associé gérant, Bussmann Advisory, Suisse

C

Caillé, André

Administrateur de sociétés dont Junex, Canada

Camdessus, Michel

Directeur général du FMI (1987-2000)

Castelbajac (de), Patrick

Directeur général délégué à la stratégie et à l'international d'Airbus

Castries (de), Henri

Président de l'Institut Montaigne ; PDG, AXA (2000-2016)

Catsiapis, George

Directeur général, EFG Bank Monaco

Chang, Dae-whan

Président, Maekyung Media Group, République de Corée

Charafeddine, Raed

Premier Vice-gouverneur de la Banque Centrale du Liban

Charlin, Bruno

Directeur des investissements, AXA Royaume-Uni

Chatikavanij, Korn

Ministre des Finances, Thaïlande (2008-2011)

Chebeleu, Traian

Secrétaire général adjoint, Organisation de la coopération économique de la mer Noire (OCEMN)

Chey, Tae-Won

Président, SK Group, République de Corée

Choi, Hyung-Ho

PDG, BNP Paribas Securities Korea

Christory, Pascal

Directeur des investissements d'AXA France

Cleary, Seán

Président, Strategic Concepts (Pty) Ltd ; Vice-président de FutureWorld Foundation

Cœuré, Benoît

Membre du directoire de la BCE ; Membre d'Europe Policy Group

Cohen, Lanny

Directeur de l'innovation, Capgemini

Colas des Francs, Patrick

PDG, COGES

Collomb, Bertrand

Président d'honneur, Lafarge S.A. ; PDG, Lafarge S.A. (1989-2003)

Condé, Sékou Kouréissy

Président de l'African Crisis Group (2011) ; Ministre de la Sécurité, Guinée-Conakry

Cooper, Richard

Professeur d'économie, Université d'Harvard

Copé, Jean-François

Maire de Meaux, France ; Député français (2002-2017)

Córdova Villalobos , José Ángel

Conseiller, WFME ; Ministre de la Santé du Mexique (2006-2011)

Corlotean, Titus

Président de la délégation roumaine auprès de l'APCE ; Ministre des Affaires étrangères, Roumanie (2012-2014)

Couchepin, Pascal

Président de la Confédération suisse (2003 et 2008)

Cozon, Stanislas

Directeur général, secteurs, Capgemini

Cunningham, Nelson W.

Président et co-fondateur, McLarty Associates

Czarnecki, Ryszard

Membre polonais du Parlement européen

D

Dadush, Uri

Senior Fellow, OCP Policy Center, Maroc ; Directeur, Economic Policy International, LLC

Dăianu, Daniel

Membre du conseil d'administration de la Banque centrale de Roumanie ; Membre du Conseil européen des relations internationales

Dassa, François

Chef du département Prospective Globale et Relations Internationales, EDF

Dassas, Pierre

Président, ELNET France

Davutoglu, Ahmet

Premier ministre, République de Turquie (2014-2016) ; Ministre des Affaires étrangères, République de Turquie (2009-2014)

Dejammet, Alain

Ambassadeur de France

Delapalme, Nathalie

Directeur exécutif de la Fondation Mo Ibrahim

Deroubaix, Bertrand

Directeur des affaires publiques, Total

Dervis, Kemal

Senior Fellow responsable de l'économie mondiale, Brookings Institution ; Administrateur du PNUD (2005-2009)

Diop, Abdou

Directeur Associé, Mazars Group, Maroc

Diriöz, Hüseyin

Ambassadeur de la Turquie en Russie ; Secrétaire général adjoint pour la Politique et les Plans de Défense, OTAN (2010-2013)

Djerejian, Edward P.

Président et fondateur du James A. Baker III Institute for Public Policy, Université Rice

Dologuele, Anicet

Président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (2001-2010) ; Premier ministre de la République centrafricaine (1999-2001) Dong, Manyuan Vice-président, China Institute of International Studies

Drouin, François

Président, ETI Finance

Dvorkovitch, Arkadi

Vice-premier ministre de la Fédération de Russie (2012-2018) ; Ancien sherpa du Président Dmitri Medvedev

Dye Ba, Ciré

Directeur exécutif, CIRTECH-CTC

Dynkin, Alexander

Président, Institut d'écono-mie mondiale et de relations internationales (IMEMO), Russie (2006-2017)

E

Eizenstat, Stuart

Associé, Covington and Burling LLP

Elbegdorj, Tsakhiagiyn

Président de la Mongolie (2009-2017)

El Mansouri, Mohamed Yassine

Directeur général des études et de la documenta-tion (DGED), Maroc

Elscheková Matisová, Andrea

Ambassadeur de la Répu-blique de Slovaquie auprès de la Confédération suisse et de la Principauté du Liechtenstein

Enkhbayar, Nambaryn

Président de la Mongolie (2005-2009)

Erlanger, Steven

Correspondant diplomatique en chef pour le New York Times

Evans, Ryan

Fondateur, PDG et rédacteur en chef, War on the Rocks

F

Fabius, Laurent

Président du Conseil consti-tutionnel ; Ministre des Affaires étrangères et du Développement internatio-nal (2012-2016)

Fassi Fihri, Taïeb

Conseiller du Roi Mohammed VI ; Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc (2007-2012)

Fedotov, Yury Viktorovich

Directeur exécutif, Office des Nations unies contre la drogue et le crime, Vienne

Fischer, Heinz

Président de la République d'Autriche (2004-2016)

Fischer, Joschka

Associé fondateur de Joschka Fischer and Company ; Vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Alle-magne (1998-2005)

Foucher, Michel

Ambassadeur de France en Lettonie (2002-2006) ; Chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales

Frenkel, Jacob

Président de JPMorgan Chase International

Fresco, Louise

Présidente de l'Université de Wageningen, Pays-Bas

Fried, Jonathan T.

Ambassadeur et Représen-tant permanent du Canada auprès de l'OMC

Frieden, Jeffry A.

Professeur, Université d'Harvard

Fu, Ying

Présidente de la 12^e Assemblée nationale popu-laire de Chine (2013-2018) ; Vice-ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine (2010-2012)

Fullilove, Michael

Directeur exécutif du Lowy Institute for International Policy

G

Gadio, Cheikh Tidiane

Président de l'Institute for Pan-African Strategies (IPS) ; Ministre des Affaires étrangères, Sénégal (2000-2009)

Gallardo, Juan

Directeur de Organización Cultiba, S.A.B. de C.V.

Gascón, Lorenzo

Vice-président, Acadé-mie royale des sciences économiques et financières d'Espagne

Gates, Robert M.

Secrétaire d'Etat à la Défense des Etats-Unis (2006-2011)

Gemayel, Amine

Président de la République du Liban (1982-1988)

Geoană, Mircea

Président du Sénat, Rouma-nie (2008-2011) ; Ministre des Affaires étrangères de Roumanie (2000-2004)

Georgelin, Jean-Louis

Grand Chancelier de la Lé-gion d'honneur (2010-2016)

Gil Aluja, Jaime

Président de l'Académie royale de sciences écono-miques et financières

Girard, Renaud

Grand Reporter et chroni-queur international, Le Figaro

Girault, Jean-François

Ambassadeur de France au Maroc, Rabat

Glasser, Robert

Secrétaire général de CARE International (2008-2015)

Gomez-Robledo, Juan Manuel

Ambassadeur du Mexique en France et à Monaco ; Secrétaire d'Etat aux affaires multilatérales et droits de l'Homme du Mexique (2006-2015)

Goulard, Sylvie

Sous-gouverneure de la Banque de France ; Ministre des Armées, France

Gruffat, Jean-Claude

Directeur général, Galileo Global Advisors ; Président de la chambre de commerce américaine en France (2008-2011)

Guerin, Gilles

Managing Director, Banque Bordier & Cie, Genève

Guïgou, Elisabeth

Présidente de la Fondation Anna Lindh ; Présidente de la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale (2012-2017)

Gül, Abdullah

Président de la République de Turquie (2007-2014)

Gurriá, Ángel

Secrétaire général de l'OCDE

Gurry, Francis

Directeur général de l'Or-ganisation mondiale de la propriété intellectuelle

H

Halalai, Traian

PDG, The Export Import Bank of Romania EximBank

Han, Seung-Soo

Premier ministre de la République de Corée (2008-2009)

Han, Sung-Joo

Ancien ministre des Affaires étrangères de la République de Corée

Hassassian, Manuel

Ambassadeur de Palestine au Royaume-Uni

Heumann, Stefan

Membre du conseil d'admini-stration de Stiftung Neue Verantwortung (SNV)

Hié, Henri

Professeur, responsable de la création d'une chaire de Transport Aérien à l'Univer-sité de Hong Kong

Hijab, Ryiad

Coordinateur général, Haut comité des négociations (HCN) ; Ancien Premier ministre, Syrie

Hildebrand, Philipp

Vice-président de BlackRock ; Ancien président de la Banque nationale suisse

Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du Washington Post

Hoeven (van der), Maria

Directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (2011-2015)

Hoop Scheffer (de), Jaap

Secrétaire général de l'OTAN (2004-2009)

Horii, Akinari

Conseiller spécial et membre du conseil d'admini-stration du Canon Institute for Global Studies ; Ancien gouverneur adjoint de la Banque du Japon

Hosoya, Yuichi

Professeur, département de sciences politiques, Université Keio

I

Ibrahim, Mo

Président, Fondation Mo Ibrahim

Ido, Kiyoto

Vice-président, The Institute for International Economic Studies, Japon

Ilves, Toomas Hendrik

Président de la République d'Estonie (2006-2016)

Isărescu, Mugur

Gouverneur de la Banque nationale de Roumanie ; Premier ministre de la Roumanie (1999-2000)

Ischinger, Wolfgang

Président, Munich Security Conference

Itoh, Motoshige

Professeur émérite, Univer-sité de Tokyo et professeur, Université Gakushuin

Ivanov, Igor S.

Professeur, Moscow State Institute for International Relations

Iwatani, Shigeo

Secrétaire général, Trilateral Cooperation Secretariat

J

Jank, Marcos

PDG, Asia-Brazil Agro Alliance

Jankowitsch, Peter

Membre du directoire, Centre franco-autrichien pour le rapprochement en Europe

Jayanthi, Aruna

PDG, Capgemini Inde

Jeremić, Vuk

Président, Center for International Relations and Sustainable Development (CIRSD) ; Ministre des Affaires étrangères, Serbie (2007-2012)

Jia, Qingguo

Doyen, School of Interna-tional Studies, Université de Pékin

Johnston, Donald J.

Président de la Fondation McCall MacBain, Genève, Suisse ; Secrétaire général de l'OCDE (1996-2006)

Ju, Chul-Ki

Ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée

Jung, Sung-Chun

Vice-président, département de macroéconomie interna-tionale & finance, KIEP

K

Kaiser, Karl

Professeur émérite, Harvard Kennedy School

Kamhi, Jak V.

Président, Profilo Holding A.S.

Kaplan, Samuel

Ambassadeur des Etats-Unis au Maroc (2009-2013)

Kausikan, Bilahari

Ambassadeur itinérant et conseiller politique au ministère des Affaires étrangères de Singapour

Kerguiziau de Kervasdoué (de), Jean

Professeur émérite, CNAM

Kerr, John

Membre de la Chambre des Lords ; Ambassadeur du Royaume-Uni aux Etats-Unis et auprès de l'UE (1990-1997)

Khan, Jehangir

Directeur de l'Équipe spé-ciale de lutte contre le ter-rorisme (CTITF) et du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT)

Kiechel, Anne-Laure

Associée gérante, Ro-thschild

Kim, Chulsu

Conseiller principal, Lee In-ternational IP & Law Group ; Secrétaire général adjoint, OMC (1995-1999)

Kitaoka, Shinichi

Président, Agence japonaise de coopération internatio-nale

Kiviniemi, Mari

Secrétaire général adjoint, OCDE ; Premier ministre de la Finlande (2010-2011)

Klich, Bogdan

Sénateur, chef de l'oppo-sition au Sénat ; Ministre de la Défense, Pologne (2007-2011)

Kodaira, Nobuyori

Conseiller du conseil d'administration de Toyota et président de la Fondation Toyota

Kodjo, Edem

Président de Pax Africana ; Premier ministre du Togo (1994-1996 ; 2005-2006)

Koroma, Momodu

Directeur général, Future Standards Ltd Enterprise ; Ancien ministre des Affaires étrangères de Sierra Leone

Korsia, Haïm

Grand Rabbin de France

Kosciusko-Morizet, Nathalie

Ancien ministre de l'Eco-logie, du Développement durable, des Transports et du Logement

Kumar, Ashwani

Avocat principal à la Cour suprême d'Inde ; Ministre de la Justice, Inde (2012-2013)

Kuroda, Haruhiko

Gouverneur de la Banque du Japon

L

Lafer, Celso

Professeur de philosophie à la Faculté de droit de l'Université de São Paulo ; Ministre des Affaires étran-gères, Brésil (2001-2002)

Lafont, Bruno

Co-président, LafargeHol-cim (2015-2017)

Laichoubi, Mohamed

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la Jeunesse et des Sports, Algérie

Lamy, Pascal

Directeur général, OMC (2005-2013)

Le Gall, Jean-Yves

Président du Centre National d’Etudes Spatiales

Lee, Hong-Koo

Premier ministre, République de Corée (1994-1995)

Lee, Hye-min

Conseiller, Kim & Chang ; Ancien sherpa du G20, République de Corée

Lee, Seung-Hoon

Président, Lee International IP & Law Group

Leterme, Yves

Secrétaire général adjoint, OCDE (2012-2014)

Liautaud, Susan

Fondateur, Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)

Likhotal, Alexander

Président de Green Cross International (1996-2017)

Lissovolik, Yaroslav

Directeur de recherche et économiste en chef, Banque eurasienne de développement

Lowenstein, James

Vice-président, French-American Foundation, France

M

Makram-Ebeid, Mona

Conférencière d’honneur, département de sciences politiques, Université américaine du Caire ; Sénatrice égyptienne

Malard de Rothschild, Arielle

Gérante, Rothschild & Cie

Malgin, Artem

Vice-recteur pour les affaires générales et les relations entreprises, MGIMO

Mangeard, Philippe

Président, TK’Blue Agency

Marois, Pauline

Première ministre du Québec (2012-2014)

Masuda, Tatsuo

Professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business

Maurer, Peter

Président du Comité international de la Croix Rouge

Medvedev, Dmitri

Premier ministre de la Fédération de Russie ; Président de la Fédération de Russie (2008-2012)

Mekouar, Aziz

Ambassadeur du Maroc en Chine et en Mongolie

Mesic, Stepan

Président de la Croatie (2000-2010)

Mey, Holger H.

Vice-président, concepts avancés, Airbus Defence and Space

Meyer, Jean-Claude

Vice-président de Rothschild Europe

Mokaddem, Leila

Responsable pays, Bureau régional de développement et de prestation de services pour l’Afrique centrale, BAFD

Moller, Michael

Directeur général de l’Office des Nations Unies à Genève

Monti, Mario

Premier ministre, Italie (2011-2013)

Moratinos, Miguel Ángel

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération, Espagne (2004-2010)

Morel, Pierre

Directeur de l’Observatoire Pharos, France

Morgan, Hugh M.

PDG, First Charnock

Mouline, Saïd

PDG, Agence marocaine pour l’efficacité énergétique

Mourre, Marc

Directeur, Global Markets Commodities, Natixis ; Directeur général et fondateur, Mourre & Co

Moussa, Amr

Secrétaire général, Ligue des Etats arabes (2001-2011)

Muñiz, Manuel

Doyen, IE School of International Relations, Espagne

N

Narayanan, Mayankote Kelath

Gouverneur de l’Etat du Bengale occidental (2010-2014)

Nasr, Samir

PDG, ECE Consultants SAL

Naumkin, Vitaly

Directeur, Institute of Oriental Studies, Académie russe des sciences

Nicolescu, Razvan

Conseiller principal en énergie et ressources, Deloitte

Nicolet, Patrick

Membre du comité de direction générale, Capgemini

Noland, Marcus

Vice-président exécutif et directeur d’études au Peterson Institute for International Economics

Nordmann, François

Ambassadeur de Suisse en France et à Monaco (2002-2007)

Nowotny, Eva

Présidente de la Commission autrichienne à l’UNESCO (2009-2018)

Nye, Joseph

Professeur à la Kennedy School of Government de Harvard

O

Odinga, Raila Amolo

Premier ministre de la République du Kenya (2008-2013)

Okamoto, Yukio

Président, Okamoto Associates, Inc.

Oppetit, Bernard

Président, Centaurus Capital

Oqubay, Arkebe

Ministre et conseiller auprès du premier ministre, République démocratique fédérale d’Éthiopie

Orengo, James

Député et ministre des Terres de la République du Kenya (2008-2013)

Orlowski, Tomasz

Ambassadeur de Pologne en Italie ; Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de Pologne

Otabe, Yoichi

Représentant permanent du Japon auprès des Nations Unies à Genève

Oualalou, Fathallah

Maire de Rabat, Maroc (2009-2015) ; Ministre des Finances (1998-2007)

Ouattara, Alassane

Président de la République de Côte d’Ivoire

P

Paal, Douglas

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace

Padoan, Pier Carlo

Ministre de l’Economie et des Finances, Italie ; Secrétaire général adjoint, OCDE (2007-2014)

Padoa-Schioppa, Thommaso

Président pour l’Europe de Promontory Financial Group (2009-2010) ; Ministre de l’Économie et des Finances, Italie (2006-2008)

Palacio, Ana

Membre du Conseil d’Etat, Espagne ; Première vice-présidente de la Banque mondiale (2006-2008)

Panov, Alexander

Membre du Groupe consultatif du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie

Park, Dongsil

Ambassadeur de la République de Corée au Maroc

Park, Geun-hye

Présidente de la République de Corée (2013-2017)

Park, In-kook

Président, Korea Foundation for Advanced Studies

Pepy, Guillaume

Président du Directoire de SNCF et PDG de SNCF Mobilités

Pflüger, Friedbert

Directeur, European Centre for Energy and Resource Security, King’s College London ; Membre du Bundestag allemand (1990-2006)

Pisani-Ferry, Jean

Professeur à l’Hertie School of Governance (Berlin) ; Commissaire général à la stratégie et à la prospective, France (2013-2016)

Platteau, Jean-Louis

Directeur général, EFG Bank

Pouyanné, Patrick

PDG, Total

Praet, Peter

Membre du directoire et économiste en chef, BCE

Prieux, Pierre

Président, ALCEN

Prince Albert II de Monaco

Prince Souverain de Monaco

Prince Michael de Liechtenstein

Fondateur et président, Geopolitical Information Service AG

Prince Turki Al-Faisal

Président du Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques, Arabie Saoudite

Pujol i Soley, Jordi

Président de la Generalitat de Catalunya (1980-2003)

Q

Qiao Yide

Qiao Yide

Qiao, Yide

Vice-président et secrétaire général, Shanghai Development Research Foundation

Qu, Xing

Directeur général adjoint, UNESCO ; Ancien Ambassadeur de Chine en Belgique

R

Rabinovich, Itamar

Président de l’Israel Institute ; Ambassadeur d’Israël aux Etats-Unis (1993-1996)

Radu, Rasvan

PDG, UniCredit Āiriac Bank România

Rahman, Hassan Abdel

Ancien ambassadeur de Palestine aux Etats-Unis

Rahmani, Cherif

Ancien ministre de l’Aménagement du territoire, de l’Environnement et du Tourisme, Algérie

Rama, Edi

Premier ministre de la République d’Albanie

Rauser, Françoise

Secrétaire exécutive du Programme des Pays affiliés et Chargée de Liaisons internationales pour les pays en développement à la CEI (2003-2018)

Razdan, Anil

Secrétaire au Gouvernement, Ministre de l’Énergie, Inde (2007, 2008)

Reynders, Didier

Vice-premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, Belgique

Rhee, Changyong

Directeur, département Asie et Pacifique, FMI

Ricquier, Anita

Fondateur et PDG de Camelot Trust Pte Ltd

Rioux, Rémy

Directeur général, Agence française de développement

Robinson, Mary

Présidente, Fondation Mary Robinson ; Présidente de l’Irlande (1990-1997)

Roger, Michel

Ministre d’Etat, Principauté de Monaco (2010-2015)

Rompuy (Van), Herman

Président du European Policy Centre ; Président émérite du Conseil européen

Rotfeld, Adam Daniel

Ancien Ministre des Affaires étrangères, Pologne

Roth, Jean-Pierre

Président de la Banque Cantonale de Genève

Rothschild (de), David

Président du Groupe Rothschild

Röttgen, Norbert

Président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag

Rudd, Kevin

Premier ministre, Australie (2007-2010, 2013)

Ryu, Jin Roy

PDG, Poongsan Group

S

SaKong, Il

Président de l’Institute for Global Economics ; Ministre des Finances, République de Corée (1987-1988)

Salvador, Luc-François

Président exécutif, Asie-Pacifique et Moyen-Orient, Capgemini

Sarkozy, Nicolas

Président de la République française (2007-2012)

Satoh, Yukio

Vice-président, Japan Institute of International Affairs

Sawers, John

Président et associé, Macro Advisory Partners ; Chef des services de renseignements, Royaume-Uni (2009-2014)

Schweitzer, Louis

Président, Initiative France

Serra, Narcís

Président de l’Institut Barcelona d’Estudis Internacionals

Severino, Jean-Michel

Président d’Investisseurs & Partenaires (I&P)

Shin, Kak-Soo

Directeur, Center for International Law, Korea National Diplomatic Academy ; Vice ministre des affaires étrangères (2009-2011)

Sikorski, Radoslaw

Ministre des Affaires étrangères, Pologne (2007-2014)

Simion, Eugen

Président de la Fondation Nationale pour les Sciences et les Arts ; Président de l’Académie roumaine (1998-2006)

Stamoulis, Kostas G.

Sous-Directeur général, département du développement économique et social, FAO

Stoian, Marius

Président, Club România

Stoica, Gruia

Président, Grampet Group

T

Tabet, Riad

Président, Berit International Holding SA

Tadić, Boris

Président de la République de Serbie (2004-2012)

Tanaka, Nobuo

Président, The Sasakawa Peace Foundation ; Directeur exécutif, IEA (2007-2011)

Tang, Karen

Directeur exécutif, The Better Hong Kong Foundation

Terrab, Mostafa

PDG du groupe OCP

Thiam, Tidjane

Directeur général, Crédit Suisse

Torkunov, Anatoly V.

Recteur, MGIMO

Touré, Aminata

Premier ministre, Sénégal (2013-2014)

Trichet, Jean-Claude

Président du conseil d’administration, Bruegel ; Président de la BCE (2003-2011)

V

Védrine, Hubert

Fondateur de Hubert Védrine Conseil ; Ministre des Affaires étrangères (1997-2002)

Verellen, Franciscus

Directeur du Centre EFEO de Hong Kong

Veret, Amalric

PDG de Pronutri, Activa et Nutrilab

Vitorino, António

Commissaire européen à la Justice (1999-2004) ; Ministre de la Défense, Portugal (1995-1997)

W

Wade, Abdoulaye

Président de la République du Sénégal (2000-2012)

Wanandi, Yusuf

Vice-président du conseil d'administration, Centre for Strategic and International Studies Foundation, Indonésie

Wang, Jisi

Président, Institute of International and Strategic Studies, et professeur, School of International Studies, Université de Pékin

Wasserman, Christopher

Président de Terolab Surface Group SA et du Zermatt Summit Foundation

Wat, François

Associé gérant, Rothschild

Weizsäcker (von), Ernst Ulrich

Co-président, Club de Rome

Wojciechowski, Pawel

Economiste en chef, organisme d'assurance sociale (ZUS), Pologne

Y

Yaha, Mohamed Abdellahi

PDG, Maurinvest

Yasseen, Fareed

Ambassadeur de l'Irak aux Etats-Unis

Yeoh, Michael

Fondateur et PDG, Asian Strategy & Leadership Institute, Malaisie

Yi, Xiaozhun

Directeur général adjoint, Organisation mondiale du commerce (OMC)

Yigitaliev, Shukhrat

Directeur du Centre de coordination et d'analyse des études de la politique étrangère de l'Ouzbékistan

Yim, Sung-Joon

Senior Advisor, Lee International IP & Law Group ; Ancien conseiller à la sécurité nationale auprès du Président Kim Dae-jung

Yu, Myung-Hwan

Président, Université de Sejong ; Ministre des Affaires étrangères, République de Corée (2008-2010)

Yun, Byung-se

Ministre des Affaires étrangères, République de Corée (2013-2017)

Yurgens, Igor

Président de l'Institut du développement contemporain, Russie

Z

Zaghoun, Abdellatif

Directeur général de la Caisse de Dépôt et de Gestion, Maroc

Zeeni, Salim

Président de la chambre de commerce libano-américaine

Zhu, Yan-Mei

Vice-présidente, Beijing Genomics Institute

Zinsou, Lionel

Co-président de la Fondation AfricaFrance ; Premier ministre du Bénin (2015-2016)

Zoungrana, Mahama

Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Burkina Faso (2013-2014)

Montbrial (de), Thierry

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales. Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'Ecole polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979). Il est l'auteur de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats honoris causa. Thierry de Montbrial est ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

Suivi de la conférence, Chiffres-clés

Chaque édition de la WPC fait l'objet d'un suivi d'une haute tenue intellectuelle. Les travaux de la conférence devant alimenter le débat public, ils sont sauvegardés de façon officielle, et sont largement diffusés. Les dix dernières éditions ont été saluées par la presse du monde entier.



Suivi de la conférence

Support papier

Chaque édition de la WPC donne lieu à **la publication d'un rapport, qui rassemble les extraits des moments les plus marquants de chaque édition.** Publication bilingue (français/anglais), chaque année quelques milliers d'exemplaires de ce rapport sont diffusés à travers le monde. Il est également téléchargeable au format PDF depuis le site de la WPC.

Réseaux sociaux

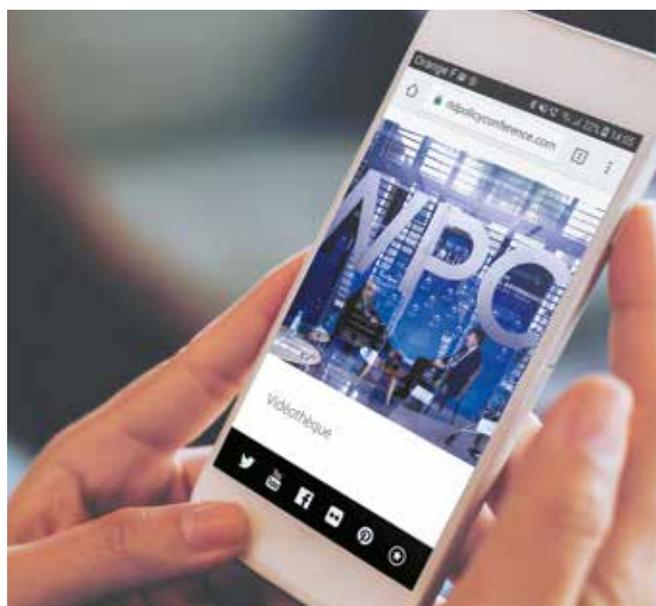
La WPC est présente sur les réseaux sociaux, en particulier sur **Facebook et Twitter**, où elle regroupe près de 1500 abonnés. L'intégralité du contenu intellectuel de nos événements est sauvegardée sur la chaîne YouTube. Les grands moments des dix éditions passées sont également disponibles sur Flickr.

Support en ligne

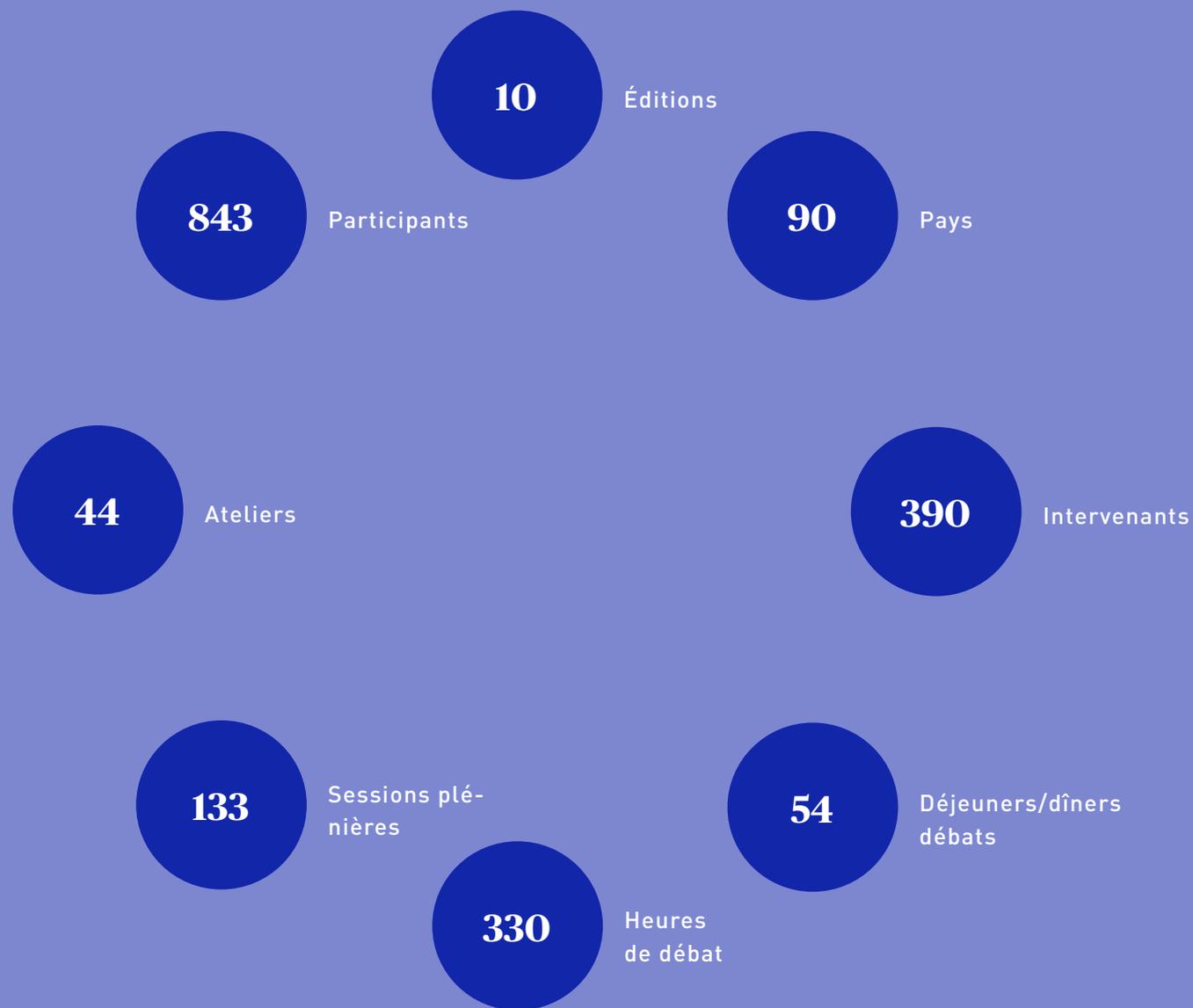
Le site web de la WPC donne accès non seulement à toutes les éditions passées mais également aux dernières informations sur la conférence à venir.

- Chaque conférence donne lieu à la publication numérique des actes : l'intégralité des interventions y est publiée en PDF et en vidéos YouTube en français et en anglais.
- Un travail de revue de presse est réalisé après chaque conférence afin de compiler les articles internationaux décryptant l'évènement. Cette revue de presse est disponible sur le site web.

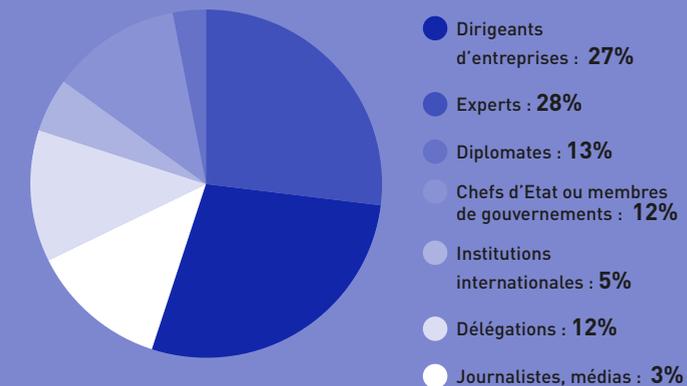
- Un espace des participants donne accès à la biographie complète de chaque invité ainsi qu'à sa contribution à la conférence.
- Un nouvel espace destiné à l'actualité des membres est également consultable sur le site et permet de suivre les récents articles et publications des membres tout au long de l'année.
- Est également disponible, lors de la conférence, une retransmission en direct des sessions.



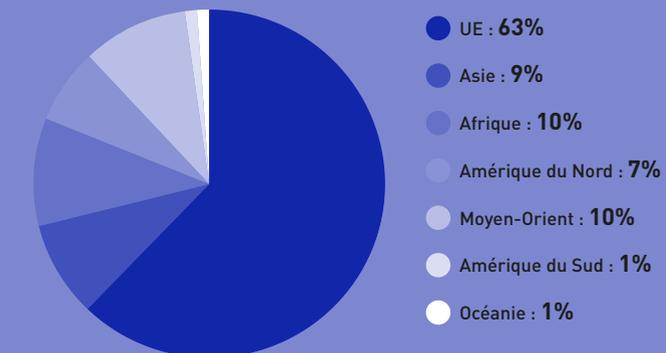
Chiffres-clés 2008 - 2017



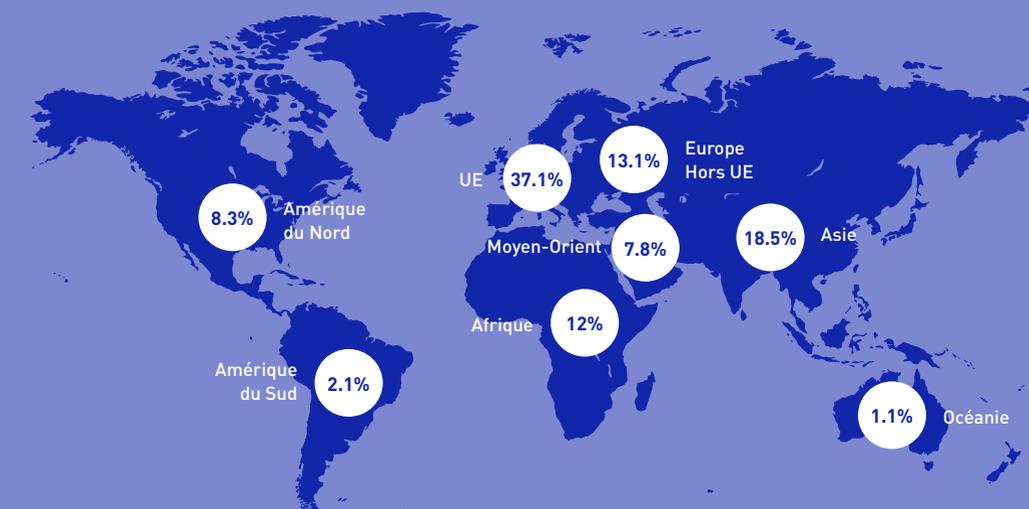
Répartition des participants par fonction 2008 - 2017



Répartition géographique des articles de presse 2008 - 2017 (Total : 2927 articles)



Répartition géographique des participants 2008 - 2017



Revue de presse

France - Le Monde

09/10/2008 - Invité vedette de la World Policy Conference (WPC), qui a réuni plusieurs chefs d'État ou de gouvernement au bord du lac Léman, M. Medvedev a été le premier à donner un gage, en annonçant le retrait « avant minuit » mercredi des forces russes des zones tampons en Géorgie.

États-Unis - The Herald Tribune

06/10/2008 - "It is a major challenge to prevent Iran from continuing to strive to get the bomb," Scheffer told at World Policy Conference organised by France's Ifri foreign affairs think tank.

Arabie Saoudite - gulfnews.com

03/10/2008 - Another step towards building a new coalition for the good of humanity will be the World Policy Conference 2008. The summit of world leaders to be held in Evian, France, this week [October 6-8] aims to create an efficient method to manage the world. The man behind the summit is Thierry de Montbrial, founder and president of Ifri.

États-Unis - Bloomberg

16/10/2010 - "For the euro area, more ambitious reforms are needed to ensure the smooth functioning of monetary union," Trichet said in a speech at the World Policy Conference in Marrakech. There must be "greater automaticity, accelerated timelines and reduced room for discretion in procedures."

Turquie - Daily News & Economic Review

18/10/2010 - The French International Relations Institute hosted this conference. There were about a hundred European, Asian, American, Latin and American, African and Latin experts present discussing issues like "hunger, environment, health, economy and terror" around the world and what needs to be done.

Royaume-Uni - The Economist

12/12/2011 - Printemps arabe: «Israël doit changer» CASSANDRA has just been taking part in the World Policy Conference in Vienna—a meeting where the great and good, from the presidents of Turkey and Estonia to the Ecumenical Patriarch of Constantinople, swap speeches and ideas on the state of the world and how to improve it. Inevitably, today's reality tended to cast its shadow on tomorrow's possibilities.

Chine - Xinhua

09/12/2012 - Les discussions dans les huit sessions plénières de cette édition portent aussi sur les relations sino-américaines, la finance internationale, l'énergie et l'environnement ainsi que sur la gestion des risques majeurs de la planète. Lancée par l'Ifri en 2008 à l'initiative de Thierry de Montbrial, et devenue depuis un rendez-vous incontournable de la scène politique internationale.

Iran - Tehran Times

12/12/2013 - Israel's official state radio has reported that a "historic meeting" was held between Israeli and Saudi diplomats on the sidelines of the World Policy Conference in Monaco.

Australie - The Sydney Morning Herald

16/12/2013 - Syria, Iran, nuclear issues and the IsraeliPalestinian conflict were the main focus for Prince Turki, who spoke at the World Policy Conference, a gathering of officials and intellectuals largely drawn from Europe, the Middle East and North Africa.

France - Les Echos

15/12/2013 - La sixième édition de la «World Policy Conference» a été l'occasion de faire le point sur l'état de l'économie mondiale. La crise est derrière nous mais les inégalités continuent de croître.

Canada - Canadian International Council

12/12/2014 - This week, policymakers, business leaders, academics, civil society representatives and journalists from all five continents gathered in Seoul for the 7th annual World Policy Conference. Launched in 2008, this conference has grown into one of key venues for conversation on global governance.

Philippines - Philstar

09/12/2014 - Security in East Asia remains "brittle," highlighting the need for continued dialogue among countries in the region and the participation of the United States (US), speakers at an annual policy forum said on Monday. "The reality is, [the situation] is brittle. There is a possibility of accidents," said Richard Haas, president of the Council on Foreign Relations, at the 7th World Policy Conference.

Japon - The Japan Times

08/12/2014 - "The establishment of a framework of trust and cooperation in the East Asian region, including the Korean Peninsula, is very important for the whole world to move into a more peaceful and secure future," Park said in a speech at the seventh World Policy Conference.

États-Unis - Global Post

11/12/2014 - Launched in 2007 by Ifri, a French research institute, the 7th World Policy Conference brought together some 300 prominent figures including political and business leaders, and civil society figures to discuss a set of global issues such as security in Asia and Europe, and climate change. The WPC session in Seoul was the first to take place in Asia.

Liban - L'Orient Le Jour

24/11/2015 - La situation au Moyen-Orient, sous l'angle notamment des dossiers du terrorisme, de la guerre syrienne, des rapports avec l'Iran et du blocage du processus de paix israélo-palestinien, a occupé une large place des travaux de la 8e édition de la Conférence sur la gouvernance mondiale (la World Policy Conference) qui s'est tenue du 20 au 22 novembre à Montreux, au bord du lac Léman, en présence d'une centaine de personnalités du monde politique, diplomatique, académique, économique, financier et de la presse.

Inde - NDTV

20/11/2016 - Speaking at the World Policy conference in Doha before around 250 decision-makers and delegates, Ayrault became the latest senior Western politician to reveal apparent concern over Trump's forthcoming presidency. "We need an American partner open to the world, fully engaged, cooperating with its allies," said Ayrault. He added that Washington should "avoid at all costs" any attempts to become isolationist.

France - LCI

26/11/2016 - C'est la vertu de ce genre de forum : la World Policy Conference, initiée il y a dix ans par Thierry de Montbrial (président de l'Ifri), s'est toujours donnée pour objectif de décrypter le dessous des cartes, de repérer les stratégies géopolitiques dans un monde en mutation, de faire de la prospective. Tout cela grâce à un panel très relevé d'experts, diplomates, universitaires ou conseillers gouvernementaux des cinq continents. Or cette année a été marquée par deux nouveautés : la tenue de la conférence à Doha au Qatar, et surtout, la soudaine imprévisibilité justement de l'ordre planétaire depuis l'élection de Donald Trump.

Sénégal - Xibaaru

22/11/2016 - La «World Policy Conference», un rendez-vous annuel initié, depuis 9 ans par Thierry de Montbrial, Président de l'Ifri, réunit des experts de haut niveau et des membres d'instituts académiques et des leaders de Think Tank de référence de tous les continents pour faire le point sur l'état du monde et proposer des perspectives.

Maroc - Le Matin

03/11/2017 - La dixième édition de la World Policy Conference offre l'opportunité de débattre des grands enjeux régionaux et internationaux. Cette rencontre internationale de grande envergure contribue également à améliorer la gouvernance dans ses dimensions de réflexion, de décision et de contrôle, afin de promouvoir un monde plus ouvert et plus respectueux de la diversité, souligne-t-on du côté des organisateurs.

Albanie - Albanian Daily News

04/11/2017 - Prime Minister, Edi Rama took part in the 10th edition of the «World Policy Conference», which kicked off Friday in Marrakech of Morocco. PM Rama was invited to be part of the panel "The Future of South-Eastern Europe", together with Serbian PM Ana Brnabic, where he talked about the importance of regional cooperation and the role of Albania in it, as well as the challenges of Albania's EU integration. Bringing as an example the relations between Albania and Serbia, which are now normalized, PM Rama underlined that the best future for the peoples of the two countries, what the governments must choose, is neighborly relations and reciprocal cooperation for the common good of citizens.



Parmis nos partenaires 2008 - 2017

Partenaires

- | | | |
|------------------|-------------------|------------------|
| Groupe OCP | Fondation Latsis | Air France |
| Total | AXA Research Fund | Raiffeisen Bank |
| Poongsan | Group Alcen | International |
| Banque du Liban | Koç Holding A.S | SK Group |
| Group Renault | Fondation Zinsou | FKI |
| Airbus | Sanofi Aventis | Institut Mérieux |
| Capgemini | Novartis | |
| KFAS | Generali | |
| Grampet Group | PwC | |
| Lafarge | Groupe Caisse des | |
| EFG Group | Dépôts | |
| Korea Foundation | EximBank | |



Médias

- | | | |
|-----------------------|-----------------|----------------------|
| Financial Times | France Inter | Monte Carlo Doualiya |
| Bloomberg | Radio Classique | Jeune Afrique |
| Businessweek | RFI | L'Orient Le Jour |
| CNBC | BFM Business | Afrika News |
| New York Times | TV5 Monde | Caixin Media Company |
| The Daily Beast | El País | Ltd. |
| Les Echos | Thomson Reuters | Nikkei |
| Le Nouvel Observateur | Foundation | The Chosun Ilbo |
| Le Figaro | EurActiv | Maeil Business |
| WanSquare | Euronews | Newspaper |
| L'Express | Al Jazeera | |
| France 24 | An-Nahar | |



Organisation

Thierry de Montbrial
Président et fondateur

Nicolas de Germay
Vice-président

Song-Nim Kwon
Directeur exécutif

Florent de Chantérac
Producteur exécutif

Guillaume Foucault
Attaché de presse



Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81
E-mail : kwon@worldpolicyconference.com

Pour plus d'informations :

www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com



Crédits

Direction artistique et éditoriale
Song-Nim Kwon

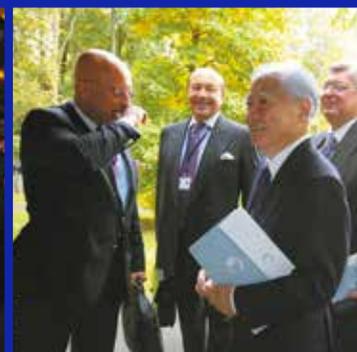
Traitement de données et relecture
Marion Jacquin
Alix Baruteau

Réalisation graphique et mise en page
Studio Ellair

Crédits photos
CLASH VISUEL ©Bahi
©Christophe Peus
Shutterstock

Imprimé en France - Juillet 2018

Tous droits réservés
ISBN : 978-2-36567-886-5





ifri

www.worldpolicyconference.com
www.worldpolicyconferencetv.com
www.ifri.org

